



Magouilles et corruption des élites 10 – Stratégie de la tension en Angleterre, Suisse, Italie



On a vu que les Etats-Unis sont parvenus à modeler complètement l'Europe occidentale, et cela dès la fin de la guerre, en utilisant diverses méthodes. On va voir que le terrorisme, manipulé par les réseaux-stay-behind, a été une arme utilisée régulièrement, avec de nombreuses variantes.

Pour financer ces opérations généralement illégales, et ne devant en tout cas pas être connues du grand public, il faut un approvisionnement discret.

Tout cela demande une infrastructure, et le sujet aujourd'hui est de présenter les bases de cette infrastructure à travers la mise en place des réseaux stay-behind et d'une stratégie de la tension, destinée à maintenir le contrôle sur les pays « libérés » en 44-45.

« Le budget officiel des services secrets ne représente que de 10 à 20 % de leurs dépenses. Le reste de leurs ressources vient des fonds secrets ou de l'autofinancement », expliquait le journaliste Alain Guérin, en 1982, devant la commission d'enquête sur le SAC.

Les choses n'ont pas beaucoup changé. Et comme cet argent, issu de diverses magouilles comme le trafic de drogue, d'armes, les marchés publics, les contrats internationaux etc., circule au noir, nombreux sont ceux qui touchent leur commission, politiques compris.

En ces temps de chasse aux pseudo « théories du complot », voici une belle série de complots, bien vrais et documentés, qui montrent de quoi sont capables nos dirigeants et certains groupes d'intérêt en coulisses.



Mise en place d'une stratégie de la tension



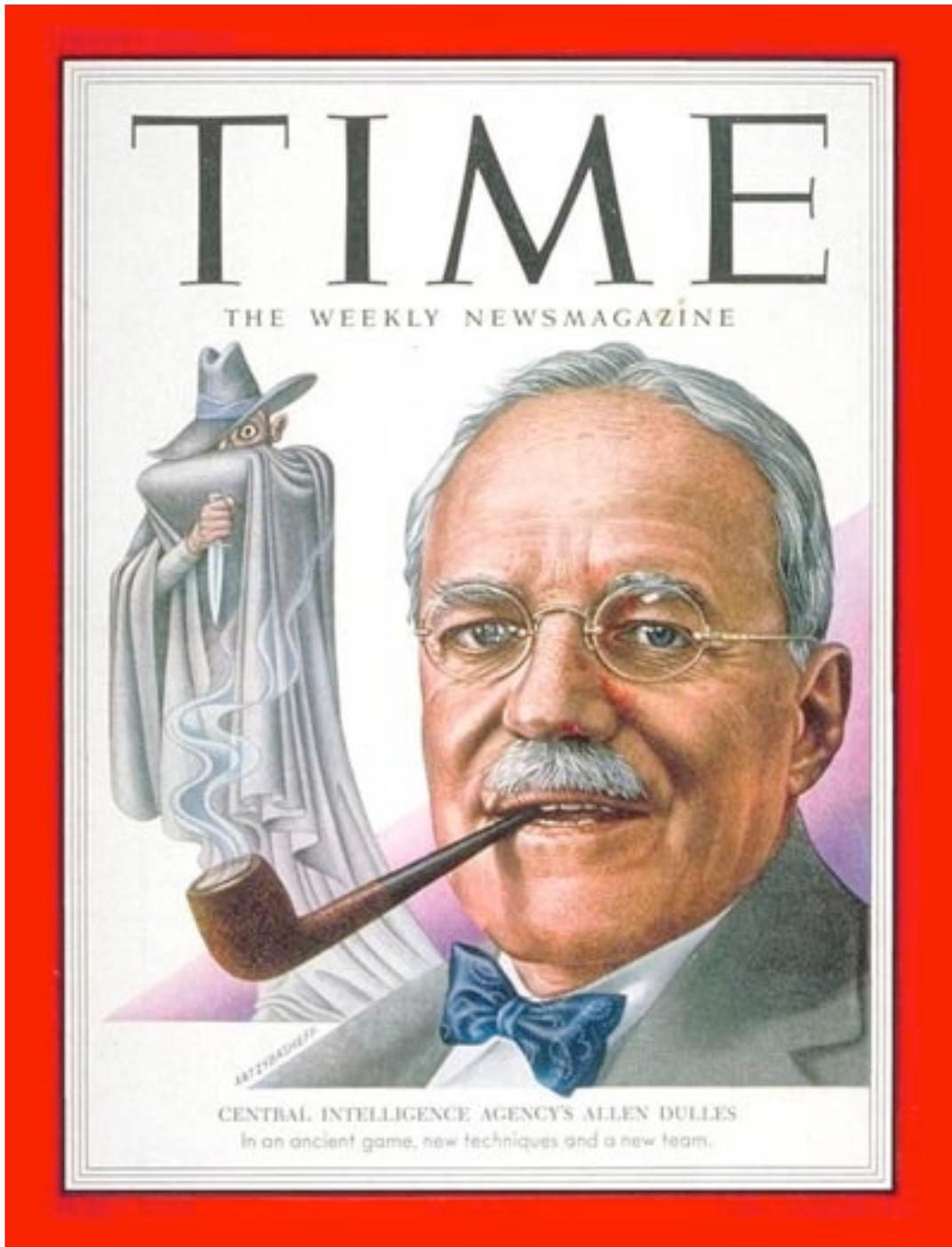
On a vu que dès la fin de la guerre, les services secrets ont très vite été des nids douilletts pour divers collabos et anciens nazis.

Ces fascistes ont été utilisés habilement par les US dès les années 40 pour mettre en œuvre une stratégie de la tension et éliminer les communistes et autres gauchistes du paysage politique européen.

On sait aujourd'hui qu'en 1941 déjà, les US et les anglais ont bloqué tout projet de dénazification des pays « libérés » et qu'en 1942 les US empêchaient De Gaulle et les communistes de mener une épuration des collaborateurs de Vichy et des Nazis, afin de conserver en place tous les cadres du système politique, administratif et économique[1].

En 1942 et 1943, le Vatican a négocié avec Juan Perón pour que la pieuse Argentine reçoive les criminels de guerre nazis sortis d'Europe via la rats line financée par les US.

A l'origine, les réseaux secrets mis en place par les US en Europe sont essentiellement l'œuvre d'Allen Dulles, installé en Suisse pour créer un vaste réseau d'espions dans toute l'Europe et dans un premier temps, pour préparer la contre-attaque de 1944. Il travaillait à l'époque pour l'OSS, devenu la CIA en 1947, et dont il a été l'un des dirigeants de la création.



Pour cela, les US, aidés du MI6 anglais, ont mis en place en Europe ce qu'on a appelé les réseaux « stay-behind » (derrière la ligne), en même temps que les services de renseignements se mettaient en place dans les pays à reconstruire. La version « soft » et plus ou moins officielle est la suivante : des groupes d'ex collabos et de mafieux proches de l'armée ou carrément militaires ont été armés à travers toute l'Europe pour résister à une éventuelle invasion soviétique, mais ils n'étaient pas aux ordres directement des Etats-Unis.



La vraie raison est plus probablement que ces réseaux ont servi à diverses bases œuvres, donnant dans moult trafics dont les politiques ont bénéficié quand ils ne les organisaient pas, et qu'ils pouvaient s'en prendre aux gauchistes et aux syndicalistes et aux mouvements sociaux en toute impunité.

On verra aussi qu'ils ont servi à briser des mouvements sociaux puissants, à financer des partis politiques de droite, et même qu'ils ont commis des attentats, que les politiques et les médias se sont empressés d'attribuer à l'extrême gauche afin de justifier des mesures sécuritaires et de diaboliser les mouvements de gauche. Là encore, les archives sont en partie sorties, les enquêtes parlementaires dans plusieurs pays confirment cela, mais ce n'est toujours pas enseigné en fac d'histoire ou de sciences politiques.



Pour mettre en place ces réseaux, Allen Dulles, niché en Suisse du côté de Berne, a créé diverses structures et en a utilisé d'autres qui étaient déjà en place, comme la Grande Loge Suisse Alpina [2], qui englobe à l'époque plusieurs dizaines de loges toutes masculines bien-sûr, et à laquelle Chirac aurait été affilié, selon des sources convergentes. La loge Alpina a été à l'origine de la création en France, au début du XXe siècle, de la Grande Loge Nationale Française, la GLNF.

Comme l'armée et le gouvernement US ne voulaient pas assumer la responsabilité des opérations clandestines, notamment celles concernant la subversion des opinions publiques, cette charge a été confiée à la CIA. Des fonds clandestins eux aussi servaient à alimenter discrètement ces opérations, dont le champ s'est étendu des actions psychologiques aux actions politiques dès 1948.

Dès la fin de la guerre, la Maison Blanche a missionné Frank Wisner, responsable du bureau des opérations spéciales[3] (Office of Policy Coordination, OPC, créé en 1948 et placé en 1952 par Allen Dulles sous l'autorité de la CIA[4]), pour créer des armées secrètes anticommunistes afin de mener des opérations non conventionnelles en Europe de l'Ouest, avec l'aide du MI6. Wisner, avocat d'affaires ancien collaborateur d'Allen Dulles en Allemagne, était aussi en charge de la coordination avec le Département d'Etat (le ministère des affaires étrangères).



Parmi ses premières préoccupations, il y avait les importantes manifestations en France et en Italie en 1948, poussées par les communistes (ceux qui ont permis qu'on ait la sécurité sociale), et la probable montée au pouvoir du Parti Communiste Italien. Ce spécialiste de la propagande [5] et de la manipulation des masses a rapidement eu des scrupules à exercer sa mission, a été remplacé en 1958 et a fini par se tirer une balle dans la tête en octobre 1965 après avoir eu des problèmes psychologiques.

En même temps, la directive NSC 10/2 du 18 juin 1948 émise par le National Security Council, a autorisé la CIA à réaliser des « missions clandestines » à l'étranger y compris dans des pays « amis », avec l'objectif qu'elles ne puissent pas être attribuées aux Etats-Unis. Il était ainsi permis et même encouragé de « créer et exploiter des perturbations », de mettre en place des réseaux armés secrets, de discréditer l'idéologie communiste, d'opérations sous couverture, de propagande politique... Et le gouvernement US pourrait nier toute responsabilité.

A la suite du Watergate, le sénat US s'est penché sur les activités clandestines de la CIA et de l'Office of Policy Coordination.



Il a noté dans son rapport final de 1978 que l'OPC a été activé suite à la menace des élections de 1948 dans plusieurs pays d'Europe dont l'Italie et la France, au cours desquelles les partis communistes risquaient de faire des scores importants : « Les élections nationales en Europe en 1948 avaient été une motivation dans la création de l'OPC. En canalisant des fonds vers les partis du centre et le développement de ressources médiatiques, l'OPC a tenté d'influencer les résultats des élections – avec un succès considérable. Ces activités ont constitué la base d'une action politique secrète pour les vingt années suivantes. En 1952, une quarantaine de projets d'actions secrètes différents étaient en cours dans un seul pays d'Europe centrale ». De 1950 à 1951, les effectifs de l'OPC sont passés de 584 agents à 1.531.



Quand l'OTAN a été créée en 1949, on y a intégré un « comité clandestin de l'Union occidentale » (Allied Clandestine Committee), une cellule de lutte anticommuniste mise en place en 1948 avec les pays qui ont ensuite rejoint le réseau stay-behind. Selon le rapport d'enquête parlementaire belge sur les réseaux Gladio (p.77), « au début des années 60 encore, chaque service OTAN était doublé d'un service américain ».

En 1952, les US ont créé à Fort Bragg une division de l'armée spécialisée dans la guerre psychologique, le Psychological Warfare Center où les soldats étaient préparés à la guerre non-conventionnelle[6]. Un certain nombre d'agents des réseaux Gladio, notamment le SDRA 8 Belge, ont reçu un entraînement aux USA, et sont passés par Fort Bragg, qui était aussi un centre d'entraînement pour apprendre à attaquer les corps aussi bien que « les esprits ».



Dans l'OTAN, c'est un Comité de Planification et de Coordination, le CPC, dont le siège était à Paris de 1952 à 1966, qui organisait les opérations de guerre non-conventionnelle des réseaux stay-behind en remplacement du « comité clandestin de l'Union occidentale ». Des membres de la CIA étaient présents à chaque réunion, et les US contrôlaient totalement le CPC, avec l'aide des anglais et des français.

L'OPC, contrairement à ce que d'aucuns pourraient penser, a appuyé le retour de De Gaulle en 1958. Tout en encourageant le putsch et les manigances des généraux à Alger quelques années plus tard. L'OPC s'est aussi appuyé sur divers groupuscules sectaires qui servaient de paravent, financées par le Public Information office, dont on va reparler, lui-même lié à l'OTAN à Bruxelles [7].

Une autre structure de l'OTAN, l'ACC, assurait depuis 1957 la coordination du réseau en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Espagne, aux Pays-Bas, en Italie, au Luxembourg, en Norvège, au Royaume-Uni et aux USA notamment. Cela n'a jamais été admis officiellement, bien sûr, car cela voudrait dire que la principale organisation terroriste en Europe était l'OTAN.



Apparemment, ce genre de structure a été mis en place en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Côté politique, Kissinger menait les relations avec les européens pour renforcer la « coopération ». En juillet 1969, une réunion s'est tenue chez David Rockefeller, avec un certain nombre de membres du Bilderberg comme Antoine Pinay, Otto Von Habsbourg, Giulio Andreotti, et une sorte d'intermédiaire dénommé Jean Violet, dont on a déjà parlé. Kissinger a expliqué à cette réunion du Cercle que les types présents ce soir-là devaient prendre contact directement avec lui, et qu'il serait en contact avec eux via Rockefeller, pour faire avancer la « communauté atlantique », et qu'ils auraient l'oreille du plus haut niveau du gouvernement US.

Angleterre : omerta complète sur les réseaux stay-behind





L'anticommunisme était prégnant en Grande-Bretagne depuis la Révolution Russe. En 1936, les anglais –comme l'Italie franquiste ou l'Allemagne hitlérienne- ont aidé Franco à gagner contre les républicains et à installer sa dictature pendant une quarantaine d'années.

Le MI6 a joué un rôle essentiel dans le développement des réseaux stay-behind, à partir de certains réseaux de résistance de la fin de la deuxième guerre. Les anglais, fidèles sbires des US, étaient très actifs dans la lutte contre les communistes, et cela depuis la révolution Russe de 1917. Dans les années 30, ils avaient aidé Franco à prendre le pouvoir, et n'ont rien fait non plus pour combattre l'ascension des nazis.

Dès 1940 les anglais ont opté pour le développement d'une action clandestine dans les pays occupés. Churchill a alors créé le Special Operations Executive pour diriger les opérations spéciales, embryon du réseau stay-behind en Europe dont l'objectif était de soutenir des mouvements de résistance dans les pays occupés.

Il a été officiellement dissous en 1946 mais l'activité a continué à travers la section « Special Operations » du MI6 dirigée par Colin Gubbins. Daniele Ganser explique que c'est lui qui a veillé au maintien des effectifs du stay-behind en Allemagne de l'ouest, en Autriche, en Italie, en Grèce et en Turquie après 1945.

Les SAS (Special Air Service, les parachutistes) ont été créées en 1942 pour mener des opérations clandestines en Afrique du Nord, en frappant derrière les lignes ennemies, puis a été conservé après la guerre pour intervenir à la demande de l'Angleterre ou de pays amis dans divers conflits à travers le monde.





Ils ont par exemple entraîné les Khmers Rouges avec les forces spéciales US[8], pour les entraîner au combat, cette fois contre leur propre peuple principalement (déjà bombardé par les Américains, ce qui a causé autour de 600.000 morts, ce qui a servi de base à la propagande des Khmers Rouges), et un peu contre les Vietnamiens. Kissinger, conseiller de Nixon, était à la manœuvre dans ces stratégies.

Après la libération du Cambodge par les Vietnamiens, la Grande-Bretagne de Thatcher a imposé le maintien des Khmers Rouges au pouvoir et dans les années 80 des SAS anglais ont été missionnés pour entraîner les milices Khmers Rouges d'exilés en Thaïlande et en Malaisie. C'est ainsi que les Khmers Rouges ont sévi dans le pays jusqu'au milieu des années 90.

Les SAS ont collaboré en Europe avec les Béréts Verts US pour assurer la formation des armées secrètes, et ailleurs dans le monde ils ont soutenu diverses dictatures y compris dans la répression des oppositions. Les cadres des pays d'Europe de l'ouest « libérés » étaient même invités à des sessions d'entraînement de plusieurs jours avec les SAS et le MI6 à fort Monckton.

Dès 1944, avec Washington, ce réseau a été converti à la lutte contre la grande menace soudain apparue : le communisme. Y compris dans tous les pays d'Europe de l'ouest.



Toujours désireux de réduire à néant le communisme après la guerre, le SAS de l'armée et le MI6 avec sa section « Special Operations », ont donc entraîné des équipes de recrues, en Angleterre, en Europe et même en Turquie, et ces « armées secrètes » ont été laissées en place après la guerre.



La collaboration entre le MI6 et l'Office of Policy Coordination de la CIA, en charge des opérations spéciales, a été renforcée dès la fin de la guerre, quand il s'est agi de récupérer un maximum de nazis et de fascistes pour diverses œuvres, telles que se battre contre une menace communiste en partie fantasmée. Elle s'est évidemment prolongée à l'aune de la fameuse « lutte anticommuniste » dans le cadre des réseaux stay-behind [9].

Au tout début, les anglais et les US étaient clairement en concurrence pour l'influence sur l'Europe de l'Ouest comme de l'Est, puis ils se sont mieux coordonnés et finalement il semble que les US ont pris le dessus. La coopération était menée au niveau des renseignements et au niveau des armées US et anglaise.

Le volets « recrutement » et « entraînement » des armées anticommunistes des pays européens était dévolu aux Forces Spéciales militaires, aussi bien US qu'anglaises.



Daniele Ganser explique : « Les anciens officiers de la Marine Royale Giles et Preston qui avaient mis en place le Gladio autrichien relatèrent que les recrues étaient envoyées au Fort Monckton, un bâtiment datant des guerres napoléoniennes situé sur le front de mer près de Portsmouth, en Angleterre, où ils s'entraînaient aux côtés des SAS, sous la direction du MI6". Les membres des premiers noyaux du stay-behind sont souvent passés par Fort Monckton.

Après la guerre dans la zone d'occupation britannique en Allemagne, ils ont planqué des armes et des munitions dans de nombreuses caches.



Ils ont entraîné les membres du Gladio Suisse, notamment avec des opérations non-simulées contre l'IRA (l'armée républicaine irlandaise, qui réclamait la réunification de l'Irlande)[10]. Les Suisses sont venus régulièrement en Angleterre, souvent avec de fausses identités, pour s'exercer à la guérilla et au sabotage principalement. Des instructeurs belges sont venus également et des instructeurs anglais sont venus en Belgique entraîner les membres du stay-behind dans les années 60, comme l'explique Gérard Desmaretz dans « Stay Behind. Les réseaux secrets de la guerre froide ».

Le Gladio Suisse, appelé P26, avait aussi prévu d'installer son QG en Grande-Bretagne en cas d'invasion soviétique, et du matériel était stocké au cas où aux ambassades de Suisse à Londres et en Irlande. Les anglais avaient tous les noms des gladiateurs Suisses, qui étaient environ 400 d'après les informations disponibles.

Ils ont aussi entraîné des Italiens, formés à Heresford en 1951 -1952. On sait également que des responsables militaires anglais de l' « Operation stay-behind » se sont rendus en Italie en 1974, et que dans les années 70 ils ont été avec leurs collègues français dans une base en Allemagne construite avec de l'argent US pour des réunions importantes. Après la guerre, US et les anglais se sont répartis les zones d'influence, la France étant tombée, comme la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal et la Norvège, dans la zone US. Pour les anglais, tout cela était aussi un business, car contrairement aux US, ils vendaient leur matériel et les formations.

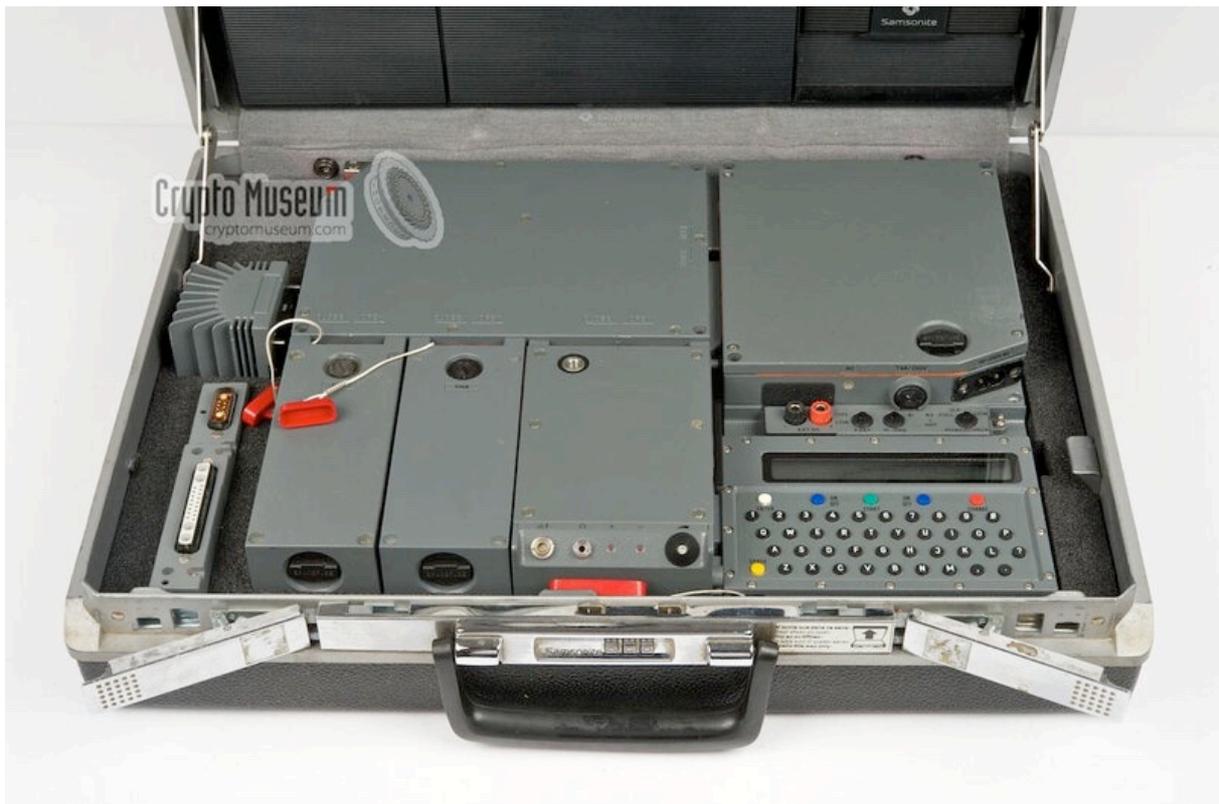


A la fin des années 40, les services de renseignements anglais ont été réorganisés, et la direction de la planification de guerre a été remodelée dans les années 50 sous le nom de section D. Son objectif était de mener des opérations spéciales et mettre en place les réseaux stay-behind en Europe et dans les pays nouvellement indépendants du Moyen-Orient à partir de 1952, notamment en Iran et en Egypte[11] où le réseau qui agissait sous la couverture d'une agence de presse était dirigé par James Swinburn jusqu'à son arrestation en 1957[12], le tout en lien avec les Special Forces.

Le chef du MI6 au Caire au milieu des années 50 était Tom Little, correspondant de The Times et The Economist, chef d'antenne de l'agence de presse de Swinburn, l'Arab News Agency. Il a pu s'enfuir après avoir gavé de fausses informations par les Egyptiens.



En 1954, la Special Political Action Section (SPA) prenait la suite pour mener des opérations d'influence politique et engendrer des changements de dirigeants dans des pays étrangers, par exemple en suscitant et en aidant des rébellions comme en Iran en 1953, avec la CIA, et au Congo en 1961, ou carrément en assassinant les gêneurs. La SPA, devenue l'Operational Support Branch, était ainsi utilisée jusqu'au milieu des années 70 pour mener des opérations que les autorités pouvaient ensuite nier avoir ordonnées[13]. Depuis 2003 c'est le General Support Branch qui chapeaute cette activité, menée par la Counter Revolution Wing des SAS principalement.



Cependant la concurrence a été de plus en plus forte entre les anglais et les américains pour le contrôle du stay-behind et de l'Europe, et l'hégémonie des US s'est imposée assez rapidement notamment dans le cadre de l'OTAN. On trouve toutefois trace des anglais sur la durée dans l'entraînement et l'organisation du stay-behind Suisse, la fourniture du matériel radio Harpoon, utilisé par le réseau à travers l'Europe pour communiquer de manière cryptée, et dans les contacts avec les autorités militaires suisses.

On a quand même retrouvé les SAS et autres barbouzes anglais dans divers conflits à travers le monde notamment au Moyen-Orient et en Asie. Et eux-mêmes ont utilisé le réseau stay-behind à diverses occasions.

En Irlande du Nord, par exemple, on sait que des entraînements en conditions réelles ont eu lieu, au cours desquels les membres du stay-behind attaquaient l'IRA (Irish Republican Army, qui se battait pour la réunification de l'Irlande) aux côtés de différents services de l'armée et des renseignements anglais.



C'est véritablement une stratégie de la tension qui a été appliquée par les anglais durant des décennies, pour noyauter l'opposition irlandaise et aussi les principaux militants unionistes (pro anglais), quitte à utiliser comme on va le voir plus tard la pédocriminalité.



Jusqu'à la fin des années 90, des attentats sanglants ont été commis par l'IRA, souvent à l'instigation de taupes des services anglais. L'attentat d'Omagh en 1998 avec une voiture piégée a fait 29 morts et blessé plus de 200 personnes. Cette attaque revendiquée par la Real IRA (branche plus radicale de l'IRA) aurait pu être déjouée par les anglais qui étaient au courant par plusieurs de leurs sources de ce qui se préparait.

Selon un de leurs agents infiltrés dans l'IRA à l'époque (en même temps que 5 autres agents), Kevin Fulton, il « n'y a aucun doute » que les responsables de cet attentat étaient des informateurs des renseignements anglais. Il les connaissait et les a donnés à la justice, mais finalement deux autres types ont été poursuivis : l'un en 2001 qui a ensuite été acquitté après 14 ans de prison, l'autre, Sean Hoey, a été arrêté en 2003 mais pas condamné.

Cette dernière grosse attaque a été l'occasion pour l'Angleterre de décrédibiliser complètement l'IRA et ses revendications, portées par le parti politique Sinn Fein, complètement noyauté lui aussi en particulier au niveau de ses leaders. Pour ne citer qu'un ou deux exemples :



Northern Ireland

Man believed to have been IRA double agent 'Stakeknife' released on bail

Freddie Scappaticci was questioned by officers investigating murder, kidnap and torture during Northern Ireland Troubles

Alfredo Scapaticci : ce fils d'un immigrant italien surnommé « stakeknife » (couteau à viande) par les services anglais, a été arrêté dans sa jeunesse en 1970 pour avoir participé à des manifestations républicaines, a évité le procès et est devenu un leader de l'IRA au début des années 80, officiant comme garde-du-corps du n°1 Gerry Adams, liquidant au passage quelques « traîtres », et responsable de l'unité en charge du contre-espionnage donc de la traque des taupes anglaises. En 2003 on a appris que Scappaticci était en fait un agent au service des anglais [14]. Selon un autre espion anglais de l'IRA, il aurait été recruté par les anglais dès 1978. Fait assez révélateur des méthodes anglaises : afin de détourner les soupçons de l'IRA qui commençaient à se porter sur Scapaticci, les anglais ont jeté en pâture un autre type. Dans cette traque sanglante, l'IRA aurait liquidé une quarantaine de suspects à la place de la vraie taupe qui elle, a pu s'enfuir à temps grâce à la protection des services secrets.

Denis Donaldson : leader très populaire de l'IRA puis du Sinn Fein, le parti politique Républicain, il était très actif à l'étranger, en commençant par les contacts avec les Basques ou les Bretons, avec les Palestiniens puis aux Etats-Unis où il a mis en place une association destinée à court-circuiter l'association d'entraide Irlandaise traditionnelle, qui ne soutenait pas le processus de paix à la sauce anglaise. Il avait fait de la prison en même



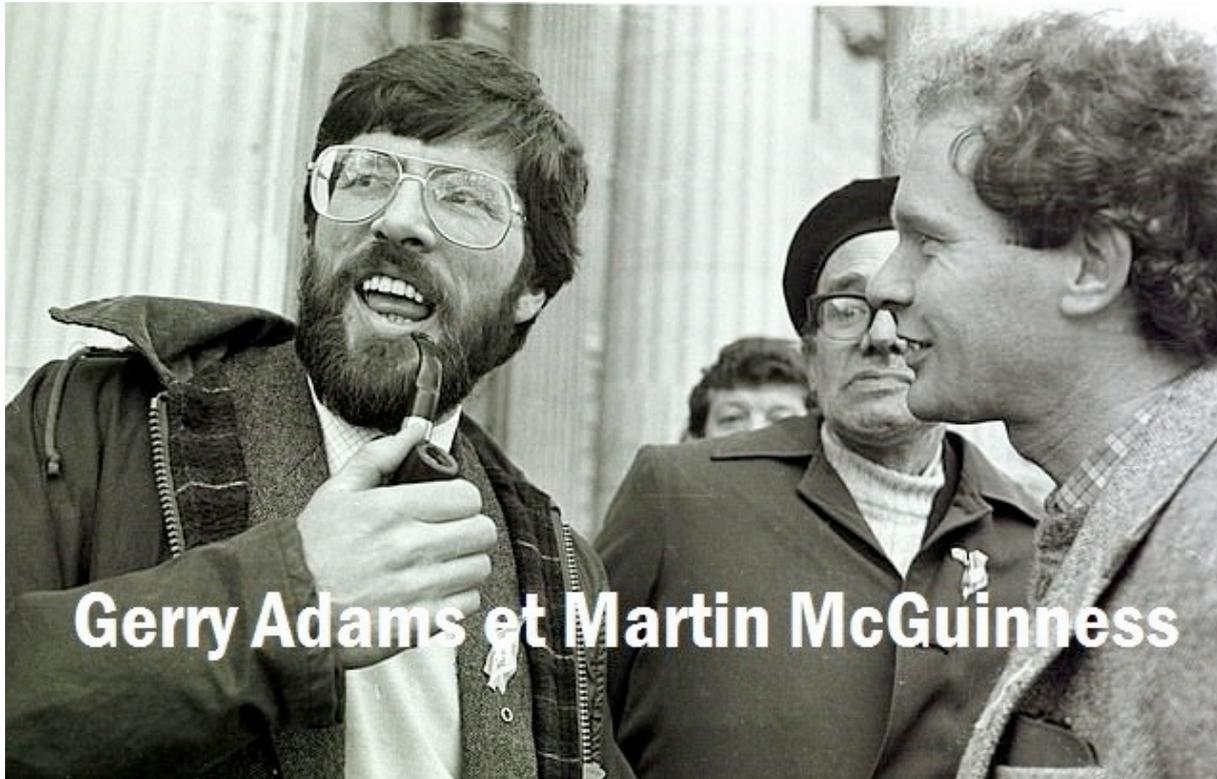
temps que Bobby Sands, mort en 1981 en prison à la suite de sa grève de la faim, a aussi participé à l'organisation politique après les accords de paix de 1998... Et puis en décembre 2005 en raison d'un régime de faveur flagrant de la justice anglaise, celui qu'« on aurait été le dernier à soupçonner » a été obligé d'admettre qu'il était un agent du MI5 depuis 25 ans. Donaldson a été liquidé au fusil à pompe en avril 2006 dans un cottage qu'il retapait dans le Donegal en Irlande, où il s'était planqué. Des types ont été arrêtés en 2016 pour l'assassinat, revendiqué par la Real IRA, mais n'ont toujours pas été jugés. Il a seulement dit qu'il avait été retourné à une période de sa vie où il était « vulnérable », on peut se demander s'il ne s'agit pas de pédocriminalité. Certains ont pensé que si Donaldson avait été lâché par les anglais, c'était certainement pour protéger une taupe plus importante que lui.



Martin McGuinness, responsable de la stratégie militaire de l'IRA devenu un leader du Sinn Fein très proche de Gerry Adams après sa libération de prison en 1981. Il a été le négociateur en chef pour l'IRAN lors des discussions de paix en 1998, son rôle a été applaudi aussi bien par Tony Blair que par Bill Clinton et il a été nommé vice 1er ministre. Il rapportait quant à lui au MI6 sous le nom de code « Agent J118 ». Des écoutes publiées en 2003 par des journalistes arrêtés pour avoir enfreint le secret défense ont montré la collusion entre McGuinness et le chef de cabinet de Tony Blair, ce qui ne l'a pas empêché de continuer sa carrière.

Roy McShane était le chauffeur de Gerry Adams dans les années 90, tout au long des longues discussions pour mettre fin au conflit armé. Il avait lui aussi fait un parcours sans faute au sein de l'IRA, jusqu'à ce qu'une enquête interne permette de découvrir qu'il travaillait pour les anglais depuis 10 ans. Le MI5 l'a mis au vert avant qu'il n'ait des ennuis.

Ces traîtres n'étaient généralement pas des sous-fifres. Au contraire, ils étaient souvent montés haut dans la hiérarchie et avaient obtenu la confiance en commettant des attentats et des assassinats. C'est la version « officielle ».



On peut aussi se demander si les anglais n'ont pas poussé pour que l'IRA s'enfonce dans la violence, lui faisant perdre ainsi sa légitimité politique pour l'amener à accepter les conditions de paix anglaises. Même Gerry Adams est soupçonné d'avoir informé les anglais à la fin des années 70.

On a aussi appris l'existence de la FRU, la Force Research Unit créée en 1982 (devenue la Joint Collection Unit) : une opération sous couverture pilotée et financée par le gouvernement anglais, menée par une centaine d'agents doubles, destinée à réaliser des attentats et assassinats. Fulton a déclaré qu'il avait été envoyé dans l'IRA par la FRU. Celle-ci s'était spécialisée dans l'envoi de taupes dans les groupes paramilitaires irlandais, tandis que le MI6 organisait les assassinats ciblés des militants qui n'étaient pas des taupes, avec l'aide de services étrangers ou de truands.

Dans les années 90, une nouvelle technique d'attentat a été inaugurée par l'IRA : l'envoi de civils dans des voitures chargées d'explosifs sur des check points de l'armée anglaise. Une technique inventée par les services anglais. Des agents anglais ont été identifiés en 2006 comme les instigateurs de trois de ces attaques.

C'est ainsi qu'en 2011 le Belfast Telegraph mentionnait que « La moitié des membres importants de l'IRA pendant les Troubles [le conflit armé en Irlande du Nord entre 1968 et 1998] travaillaient pour les renseignements, selon un dossier secret sur les assassinats de deux membres de RUC [Royal Ulster Constabulary, la police officielle unioniste] ». Et l'ancien chef du Met, la Metropolitan police, a déclaré que parmi les 210 suspects irlandais de terrorisme qu'il avait arrêtés, seulement deux ou trois ne travaillaient ni pour le MI5, ni pour le RUC, ni pour l'armée.



d'entraînement aux anglais et à leurs amis pour les opérations de contre-insurrection. Une des techniques employées était de compromettre des personnages intéressants, et cela dans tous les camps, et de les faire chanter.

On a déjà abordé l'affaire du Kincora Boys Home à Belfast, un foyer pour adolescents transformé en bordel pour pédocriminels triés sur le volet par les renseignements anglais. Le foyer, actif à la fin des années 70 et au début des années 80 était tenu par William McGrath, militant unioniste, et un tas de personnalités y ont défilé, dont le patron du MI5 de l'époque, lord Mountbatten l'oncle du prince Philip (le mari de la reine Elisabeth) et des politiciens étrangers. Quant aux jeunes du Kincora, certains ont été emmenés en Angleterre, aux Pays-Bas et parfois ailleurs en Europe pour des partouzes avec différentes personnalités.



Jimmy Savile, ce pédocriminel aux centaines de victimes mort avant que le scandale n'explode, n'hésitait pas à menacer ceux qui le dérangaient de leur envoyer ses amis de l'IRA pour leur régler leur compte. Savile, qui était lui-même très lié aux renseignements anglais, n'avait parait-il qu'un coup de fil à passer. Et il se rendait souvent en Irlande pour ses œuvres de « charité », dans les orphelinats notamment.

On sait aussi que l'IRA protégeait un certain nombre de pédocriminels connus qui le lui rendaient bien, par exemple en contribuant à des attentats.

La nièce de Gerry Adams a révélé en 2009 que son père Liam et son grand-père, soldat de l'IRA dans les années 40, étaient des pédocriminels, et que son père l'avait violée de ses 4 ans à ses 12 ans et que le grand-père avait aussi violé plusieurs de ses 10 enfants. Elle a dénoncé les faits auprès de la police et Gerry a demandé à son frère de se dénoncer, mais apparemment les deux pédos étaient protégés. En d'autres temps dans l'IRA, ils auraient reçu une balle dans la tête et l'affaire aurait été réglée.

Et il se trouve que beaucoup de pédophiles identifiés dans l'IRA étaient aussi des informateurs des anglais qui s'amusaient certainement à les faire chanter. Je ne vais pas détailler cette question ici, on y reviendra à la fin de cette saga.



Quand le scandale des réseaux stay-behind a éclaté et que des questions ont été posées aux autorités anglaises sur leur implication dans le système, les politiques ont commencé à par nier en bloc au motif qu'il s'agissait de « sécurité nationale ».

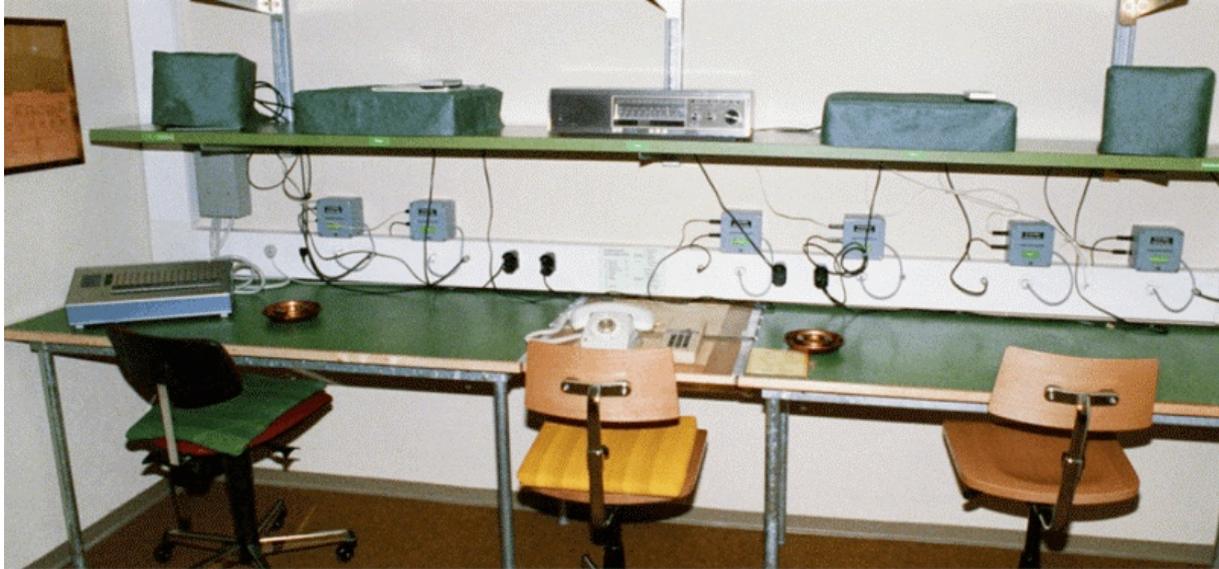
Mais aujourd'hui encore, on ne sait pas à quelles opérations exactes ont participé les anglais dans le cadre du stay-behind dans les pays étrangers.

La version officielle anglaise est que les réseaux stay-behind ont été créés par la CIA et que eux n'avaient rien à voir là-dedans, ce qui est faux : comme on va le voir à travers les exemples de plusieurs pays, les anglais ont commencé à mettre en place ces réseaux pendant la guerre et les ont entretenus dans les années d'après-guerre en se partageant le gâteau avec les US, du moins au début.

On notera que Thatcher a choisi de démissionner en novembre 1990, de manière totalement inattendue.



Suisse : qui connaissait l'existence du P26 ?



Arbeitsraum der P-26 in der unterirdischen Bunkeranlage «Schweizerhof» bei Gstaad im Berner Oberland.
Keystone/Str

Das «Projekt 26»

1990 wird die P-26 enttarnt. Die geheime Kaderorganisation sollte im Falle einer Besetzung der Schweiz den Widerstandswillen der Bevölkerung wecken, stärken und erhalten.

En Suisse, le réseau stay-behind a aussi existé. Après tout, c'est bien chez eux que s'était installé Allen Dulles en 1942. Son petit nom a d'abord été Service Spécial, puis P 26 pour « projet 26 ». C'est du moins comme cela qu'elle aurait été rebaptisée en 1980. Efreim Cattelan, chef du renseignement suisse, a été nommé pour organiser et diriger le « projet secret 26 » en juin 1979 contre une excellente rémunération de 240.000 francs Suisses par an.

Le P26 était placée sous l'autorité des renseignements, puis de l'état-major, mais hors de contrôle du Parlement. S'il y a polémique sur la dépendance complète du P26 au Gladio, en tout cas il était en lien direct avec le MI6 qui a formé certains agents suisses, et l'OTAN.

En 1990, quelques semaines après que le scandale ait éclaté en Italie, un ancien dirigeant de la P26 dans les années 70, Herbert Alboth, a été assassiné avec sa baillonnnette[15]. Le Projekt 26, qui a compté entre 800 et 400 membres, a été officiellement dissous en 1992.

Parmi ses membres, il y avait des militaires, des journalistes, des politiques de tous bords : « On sait que furent mêlés à la P-26 le porte-parole du département militaire Hans-Rudolf Strasser, le journaliste Adalbert Hofmann, le socialiste Walther Bringolf, le libéral Jacques-Simon Eggly, la philosophe Jeanne Hersch, etc. On connaît aussi ses chefs: le divisionnaire Wey, le fameux colonel Albert Bachmann, Efreim Cattelan – et pour quelque temps, l'étrange Herbert Alboth », racontait le journal suisse Le Temps le 23 février 2018.



L'objectif du Gladio suisse était le même qu'ailleurs : officiellement il fallait se préparer à une invasion communiste (des caches d'armes avaient été aménagées dans les montagnes), en réalité il s'agissait surtout de lutter contre la gauche. Le P 26 comptait parmi ses membres des politiciens, des militaires, mais aussi des journalistes ou des « intellectuels », forcément non communistes, dont le but était d'influencer l'opinion.

Des caches d'armes et de munitions avaient aussi été disséminées dans le pays, et l'organisation avait des antennes dans tous les coins, même si lorsque le scandale a éclaté, il n'y avait que 400 membres actifs –tous formés en Grande-Bretagne- censés organiser la propagande, la « résistance » etc. Le système de communication interne au réseau utilisait le même système Harpoon qu'ailleurs en Europe.

Là aussi, nous sommes priés de croire que jamais les types formés et armés dans le cadre de ce réseau n'ont agi pour de vrai, ni en Suisse ni ailleurs.

Le P26 Suisse a été assez discret. Il y a à peine eu un petit scandale en novembre 1979, quand un espion suisse a été arrêté en Autriche pour avoir observé d'un peu trop près des manœuvres militaires, cela apparemment sous les ordres d'un certain colonel Bachmann. Ledit Bachmann était colonel au Département militaire fédéral, rédacteur du guide de défense civile destiné à la population pour lutter contre la subversion « communiste », et membre du Gladio. Pour se couvrir, les politiques l'ont viré, ont dit qu'il avait dépassé ses missions et n'avait pas été contrôlé.



THE LOCAL **ch**

Switzerland's news in English



Switzerland's secret Cold War army: missing files have disappeared



Chief of general staff Eugen Lüthy in a video message to P26 members. Screen grab: Swiss Federal Department of Defence/SRF

En 2016, un chercheur qui a tenté d'obtenir les archives judiciaires d'une enquête menée par le juge Pierre Cornu en 1991, dans le cadre de recherches sur les liens internationaux de la P26, a eu la désagréable surprise de s'entendre dire qu'elles avaient disparu, excepté une partie du rapport final [16] qui était censé rester classifié jusqu'en 2041[17]. Cornu était apparemment le seul à avoir eu accès à certains documents militaires sur la P26, et aurait conclu qu'elle était moins liée à l'étranger que ses homologues.

La réalité est plus subtile : si les autorités suisses cherchaient à préserver une apparence de neutralité et de souveraineté dans cette histoire, les US et les anglais étaient considérés comme des grands frères bienveillants dont il n'était pas question de déroger aux instructions.

Le rapport du juge Cornu précisait tout de même que « La nature et l'intensité de la collaboration avec la Grande-Bretagne dépassaient largement le cadre de ce qui se fait usuellement dans le domaine militaire », et cela à l'insu des autorités politiques démocratiques, et du Conseil fédéral (le Parlement).



De fait, à la mi-avril 2018, le gouvernement Suisse a publié le rapport caviardé du juge Cornu, qui mentionnaient des liens étroits avec les services secrets anglais qui ont entraîné les suisses au sabotage, par exemple. En tout cas, tout est fait pour protéger au moins les noms des responsables et membres du Gladio suisse.

Bien que le P 26 fonctionnait uniquement avec des fonds publics suisses, le rapport parlementaire suisse souligne que « les activités du P26, ses codes, et le nom du chef du groupe, Efrem Cattelan, étaient connus des services anglais tandis que le gouvernement helvétique était maintenu dans l'ignorance ». Le budget annuel du P26 est estimé à 11 millions de Francs Suisses les grosses années.

Un millier de personnes, dont cinq parlementaires réunis dans un « groupe 426 », étaient dans le secret. Parmi eux quelques « intellectuels » comme on dit : « On sait que furent mêlés à la P-26 le porte-parole du département militaire Hans-Rudolf Strasser, le journaliste Adalbert Hofmann, le socialiste Walther Bringolf, le libéral Jacques-Simon Eggly, la philosophe Jeanne Hersch, etc. On connaît aussi ses chefs: le divisionnaire Wey, le fameux colonel Albert Bachmann, Efrem Cattelan – et pour quelque temps, l'étrange Herbert Alboth », expliquait Le Temps en février 2018. Le P26 était cloisonné, chaque membre connaissait très peu d'autres membres.



On apprend dans ce rapport que les anglais ont commencé à entraîner sur le plan pratique comme théorique les membres du P26 Suisse au moins à partir de 1967 pour un stage de 10 jours.



La matière des cours consistait notamment en ceci (doss. A 48/5, B 40/543-544, B 55/794):

- instruction technique (armes, tir, explosifs);
- soutien;
- comportement conspiratif;
- transmissions;
- recherche et transmission de renseignements;
- exfiltration hors d'un territoire occupé;
- manière de surmonter des obstacles.

Le rapport commente au sujet de ce stage qui s'est déroulé en Angleterre du 10 au 22 décembre 1967: « Manifestement, les élèves suisses ont appris beaucoup de choses en Angleterre. Le cours a donné des impulsions décisives pour le développement du Service Spécial, qu'il s'agisse de l'introduction du sabotage dans son domaine d'activités, de la création d'une organisation de résistance composée de civiles et s'ajoutant aux structures déjà existantes ou encore de l'envoi futur d'instructeurs en Grande-Bretagne pour y suivre des cours ». Des instructeurs y sont donc ensuite allés, notamment en 1971, 1972, 1976, 1981 et jusqu'en 1988. Apparemment, un nouvel exercice était prévu en 1991.



Les agents suisses ont souvent mentionné un document, qui semblait être leur guide, et qui s'appelait le FM30-31B.



Dans ce document, qui aurait été distribué aux agents de toute l'Europe, il est par exemple précisé que « Un gouvernement qui recherche le soutien des Etats-Unis doit s'impliquer dans la guerre contre le Communisme ou contre les insurrections d'origine Communiste », ou bien qu'il ne faut pas soutenir de mouvements nationalistes « incompatibles ou hostiles aux intérêts US »[18].

Le document précise encore que les US peuvent désigner des cibles pour le renseignement ou d'autres actions, mais que « aucun élément du dossier ne prouve de relations avec les services américains ». Ni avec la plupart de ses voisins.

Selon les plans du P26, en cas d'invasion de la Suisse, un état-major suisse devait être opérationnel en Angleterre. Les membres pouvaient se promener à l'étranger munis de faux papiers d'identité suisses.

Le rapport Cornu évoque enfin une série de prises de parole publiques de divers protagonistes du Gladio en Suisse et ailleurs depuis 1990, contredisant les conclusions de son enquête.

En tout cas, le tabou est loin d'être levé: une exposition sur le Projekt 26, l'OTAN et le stay-behind suisse organisée en 2017 au Musée de la Résistance Suisse à Gstaad dans un ancien bunker d'entraînement a été immédiatement classée secret défense et interdite au public jusqu'en 2041.

Italie : Les années de plomb, 13.000 attentats et 362 morts entre 1969 et 1982



AFTONBLADET

LÖRDAG 1 MARS 1986 VARDAGAR 2.00

EXTRA

Palme mördad

Två män gripna tidigt i morse

- ■ Statsminister Olof Palme är död.
- ■ Han sköts ned på öppen gata mitt i Stockholm klockan 23.20 i natt.
- ■ Olof Palme dödförklarades klockan 00.06 på Sabbatsbergs sjukhus.
- ■ Efter attentatet samlades regeringen omedelbart till krismöte i Rosenbad. Ingvar Carlsson, 51, övertog då Olof Palmes samtliga befogenheter som statsminister.

Olof Palme mördades med två skott, ett i magen, ett i bröstet, av en pistolman i korsningen Tunnelgatan-Sveavägen i centrala Stockholm. Han hade varit på bio med sin hustru Lisbet. Hon träffades också av ett skott och skadades lindrigt.

Polisen grep tidigt i morse två män misstänkta för mordet, men det är oklart om de har något med dådet att göra.

Talman Ingemar Bengtsson väntas inom kort entlediga regeringen och extrainsätta riksdagen.

Över hela världen hyllas nu Olof Palme som politiker, fredskämp och statman.

SIDORNA 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, MITTEN och SISTA SIDAN



Statsminister Olof Palme mördades sent i går kväll när i Stockholms city.

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Avant d'aborder l'Italie de l'après-guerre, il faut rappeler que ce pays est l'inventeur du fascisme, avec le parti de Mussolini créé en novembre 1921, le Partito Nazionale Fascista (PNF). Mussolini est arrivé au pouvoir dès l'année suivante après sa « marche sur Rome », tant il plaisait aux élites locales et même européennes avec son programme mélangeant ultra libéralisme et nationalisme pan-européen. Très vite, des groupuscules se sont réclamés du fascisme un peu partout dans le monde, et une quarantaine de pays étaient touchés dès 1925.

C'est en Italie que le scandale des réseaux stay-behind a commencé, en juin 1990 à la suite des révélations d'agents de la CIA dans un documentaire sur l'assassinat à Stockholm du 1er ministre suédois Olof Palme en 1986. Ce crime reste irrésolu sur le plan judiciaire, même si un lampiste vient d'être désigné comme le suspect n°1 par la justice locale. Pas de bol, il s'était suicidé en prison en 2000[19].

En tout cas, beaucoup ont toujours soupçonné l'implication de près ou de loin du réseau stay-behind dans l'élimination de ce politicien de gauche, opposé à l'apartheid et désireux de faire avancer les droits sociaux.

Avant l'affaire Palme, quelques scandales tels que l'attentat de la Piazza Fontana en 1969 ou le « massacre de Peteano » en 72, au cours duquel trois carabinieri ont été tués par des néo-fascistes d'Avanguardia Nazionale, ont amené les juges Italiens et certains observateurs à suspecter l'existence d'une sorte d'armée secrète.

Le 2 août 1990, le 1er ministre Giulio Andreotti a bien été obligé d'admettre devant les parlementaires l'existence d'une structure paramilitaire secrète « stay-behind » appelée Gladio, tout en assurant que tout avait cessé depuis 1972.

Mise en place de l'armée secrète italienne

Dès 1946, année de création de la République Italienne, une loi d'amnistie a été votée et a permis de libérer la moitié des 12.000 fascistes alors emprisonnés [20].



Ce fut fort heureux pour eux, et c'est ainsi qu'ils ont pu créer un parti officiellement positionné sur une ligne sociale : le Mouvement Social Italien (MSI). Celui-ci s'est doté en 1950 d'un syndicat, le CISNAL, destiné à fédérer les syndicats non communistes.



Dans les années 60 et 70, le MSI a également investi dans la presse en rachetant ou créant des journaux, mis en place des organisations de jeunesse, et cherchait à rassembler les groupuscules fascistes européens qui pullulaient en Italie depuis les années 60. L'un de ces groupuscules était Avanguardia Nazionale, né en 1960 d'une scission du MSI dirigée par Stefano delle Chiaie et d'un rejet du jeu politique au profit d'actions subversives.



D'autres fascistes désœuvrés ont été récupérés dans le réseau anticommuniste « Los Angeles » mis en place par la CIA pour espionner et infiltrer les communistes. Ce réseau était dirigé par un Allemand, ex responsable des renseignements militaires, Karl Haas[21].

Au service dudit réseau Los Angeles, selon un rapport officiel mentionné par Rochard Rashke dans « Useful Enemies: America's Open-Door Policy for Nazi War Criminals », il y avait également un certain Monseigneur Federico Fioretti, fonctionnaire du Vatican et directeur du bureau de presse du Vatican, et l'évêque allemand Aloïs Hudal qui veillait sur les rats lines destinées à évacuer les nazis et autres collabos importants via les monastères européens et surtout italiens.

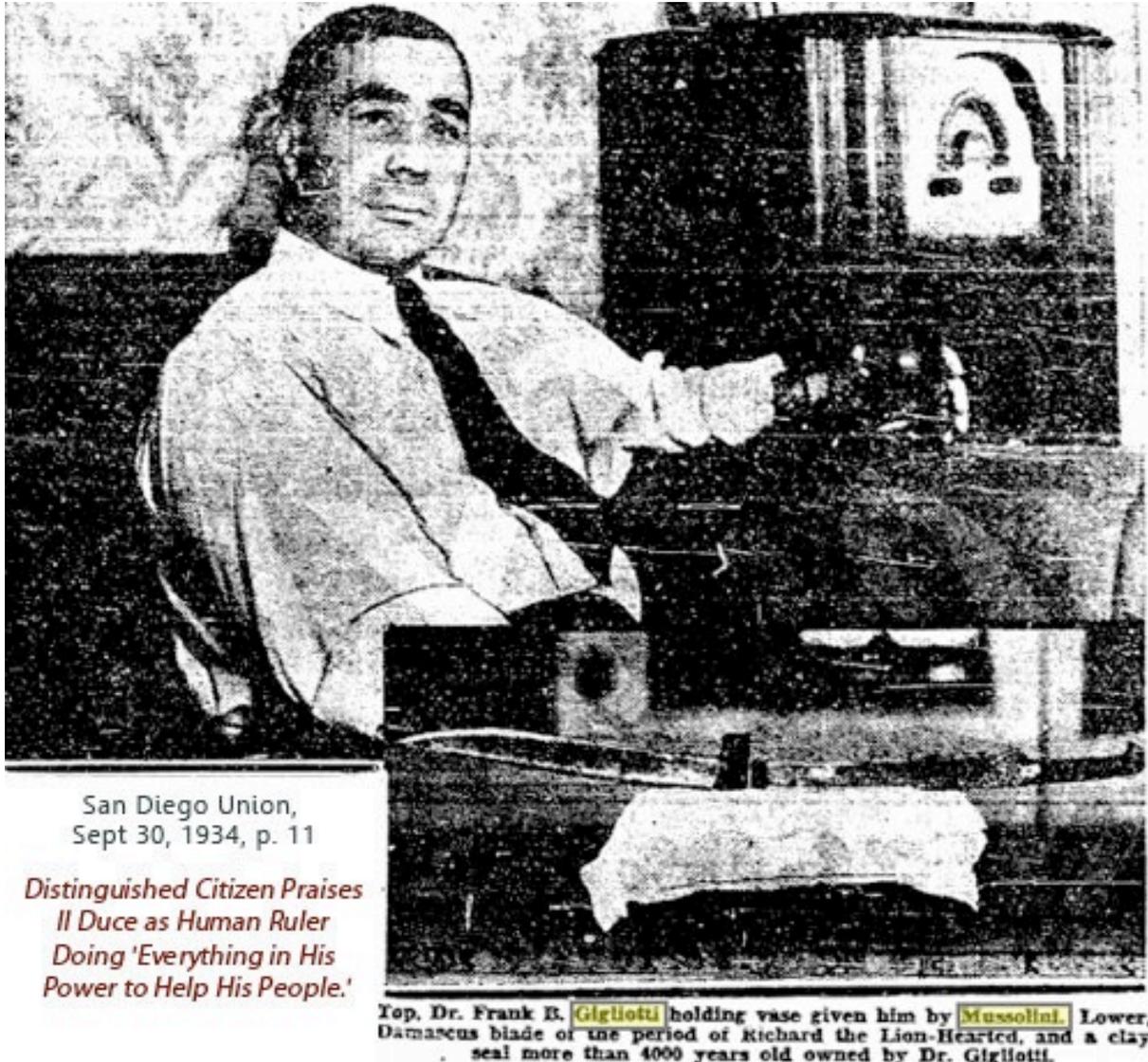
La mafia constituait un autre allié précieux pour les Américains, comme c'était le cas en France. Dès 1943, ils s'étaient appuyés sur la mafia pour faciliter le débarquement en Italie et ont conservé ces relations après-guerre pour limiter l'influence des communistes et de la gauche et pour mener divers trafics, notamment des armes qui étaient envoyées dans l'Argentine du général Peron grâce à la loge P2, et de la drogue.



Dès 1947 a eu lieu le premier massacre organisé dans le cadre de la stratégie de la tension, qui officiellement n'aurait commencé que 20 ans plus tard. Le massacre de la Portella della Ginestra, commis par des mafieux le 1er mai 1947 lors de la fête du Travail alors que 2000 paysans manifestaient contre les propriétaires fonciers par des mafieux, a fait officiellement 11 morts sur le coup et est toujours classé secret défense. Des rafales de mitraillettes ont résonné des collines autour du village et prix les manifestants en tenaille.

Le chef du commando a disparu à son tour[22], et cet attentat reste d'ailleurs largement inexplicable même si beaucoup soupçonnent les propriétaires terriens, proches des milieux fascistes.

On sait malgré tout qu'il impliquait des mafieux, des fascistes, les renseignements italiens et US, ainsi que la franc-maçonnerie, d'après des documents anglais et US déclassifiés.



Le député Luigi Cipriani a déclaré en 1991 au parlement que le massacre de Portella della Ginestra portait déjà la marque du Gladio. Il citait comme liés à l'organisation et à l'instrumentalisation politique de cet attentat une série d'italo-américains : « Frank Gigliotti [23], Max Corvo, Max Scamporino, Charles Poletti – tous membres de la franc-maçonnerie et de la CIA liés à Cosa Nostra – et Carmel Offie (en charge des opérations spéciales de la CIA dans notre pays). Ainsi, l'histoire commence là et commence avec la mise en place d'appareils armés clandestins recrutés par la CIA» .

Cipriani a affirmé que la bande d'italo américains franc-maçons liés à la CIA et avant elle à l'OSS qu'il a citée a « procuré les armes au gang Giuliano », et il ajoutait : « On voit ici la présence des services américains qui s'occupent immédiatement de la mise en place de bases armées dans des groupes anticomunistes, pour être utilisées en cas de besoin» .



Grâce à une alliance des communistes et des socialistes dans le Fronte Democratico Popolare, la gauche a failli remporter les élections de 1948, si bien que le réseau Gladio a rapidement été mis en place[24].

L'élection de 1948, avec de nombreuses grèves et manifestations qui ont eu à cette période, a cristallisé un certain nombre de manœuvres qu'on a revues par la suite : campagnes de diffamation contre les candidats de gauche, manœuvres militaires, financement de la presse d'opposition...

Selon Daniele Ganser, « Pendant et après les élections, des bâtiments de guerre américains patrouillèrent au large de la péninsule et des forces terrestres restèrent en alerte » .

Georges Kennan, du bureau de planification politique du département d'Etat avait prévu une intervention militaire US en cas de victoire de la gauche, et une « fraction paramilitaire de la DCI » était prête aussi à intervenir [25]. Et en 1949, l'Italie rejoignait l'OTAN...



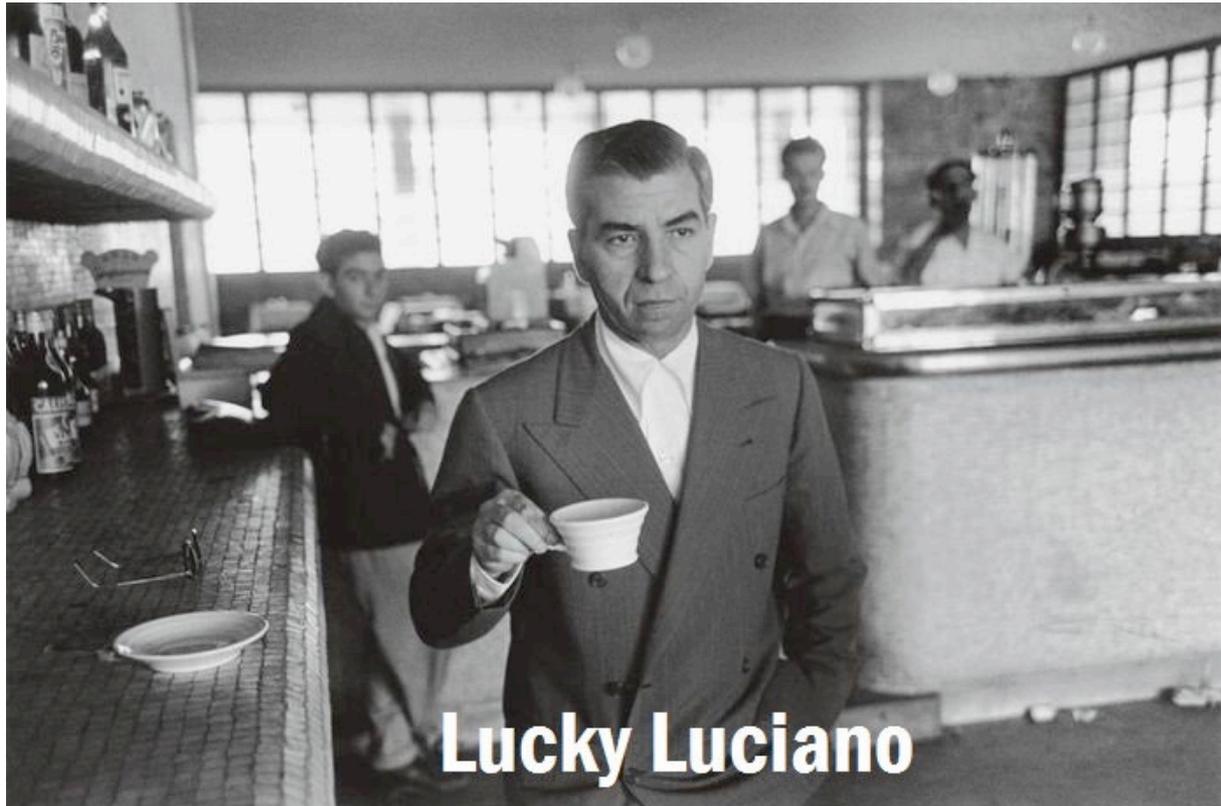
Tous les moyens étaient bons pour empêcher la gauche de gagner l'élection de 1948. La CIA a même payé les immigrants Italiens aux Etats-Unis pour qu'ils écrivent à leur famille en mettant quelques dollars dans les enveloppes et en insistant pour qu'ils ne votent surtout pas à gauche.

Sur le plan politique, les US se sont appuyés sur la DCI qu'ils ont massivement financée dès l'alerte de 1948. Après ces élections qu'elle a remportées, la Démocratie Chrétienne Italienne a régné quasiment sans partage sur l'Italie pendant plus de 50 ans.



Alcide De Gasperi était un pilier à de la création du Bilderberg et aussi de la création européenne. Il était membre des carboniari et un haut dirigeant franc-maçon, si bien qu'il est parvenu à diriger pas moins de huit gouvernements successifs pour la Démocratie Chrétienne.

Giulio Andreotti a pris la suite: membre de la loge P2, franc-maçon lui aussi, a été à son tour premier ministre plusieurs fois pendant 30 ans et était un leader de la DCI.



Les mafieux importés des prisons US jusqu'en Sicile en 1946 avec Lucky Luciano (une soixantaine de mafieux Italiens parmi lesquels ses principaux lieutenants ont été transportés en Italie par les autorités US), qui avaient facilité le débarquement, ont ensuite servi d'hommes de main au projet US.

Ils ont pu prêter main forte aux Américains pour faire gagner la DCI, la démocratie chrétienne italienne qui a régné sur le pays pendant des dizaines d'années, pour faire quelques attentats, et pour éliminer les opposants : en 1948, pas moins de 498 siciliens ont été éliminés par les mafieux, dont la plupart étaient des militants de gauche[26]. Les US préféraient que le territoire soit contrôlé par la mafia plutôt que par les « communistes ».

Et en matière de renseignements, l'Italie s'est dotée du SIFAR (Servizio informazioni forze armate, le service de renseignement des forces armées). Il était intégré au ministère de la défense et a été créé par un protocole secret dicté par les US en 1949.



Il s'est doté d'une branche chargée de diriger le stay-behind local. L'enquête parlementaire sur les actions du SIFAR a établi qu'une de ses missions principales était de renseigner l'OTAN ainsi que le Vatican, et qu'il détenait des dossiers très documentés sur les vies de plus de 157.000 citoyens italiens, avec une attention particulière pour les « comportements anormaux », notamment sur le plan sexuel. La CIA pouvait ainsi faire chanter de nombreuses personnalités.



Il est aussi apparu que « Le général De Lorenzo et le général Musco, les premiers chefs de Sifar, [ont été] imposés par les États-Unis. Le général Musco, en particulier, était à la tête de l'Association italienne de libération », un groupuscule paramilitaire d'extrême droite[27], et « a été nommé premier chef de Sifar sur recommandation des Américains. Le général De Lorenzo et l'honorable Pacciardi – le premier chef de Sifar, le deuxième ministre de la Défense – [ont été] imposés par Carmel Offie, l'Américain qui représentait les opérations spéciales de la CIA en Italie, et désignés à De Gasperi [le président de la toute nouvelle République] comme ministre de la Défense et chef de Sifar« [28].



Dès 1951, un courrier entre Umberto Broccoli premier général dirigeant du SIFAR, les renseignements, au ministre de la Défense Efisio Marras mentionne la mise en place du stay-behind capable d'agir en cas d'occupation communiste et l'entraînement de ses membres.

Le colonel de l'armée de l'air Felice Santini a été nommé comme coordonateur de la future organisation, et six reponsables ont été nommés comme responsables de chacune des branches de cette organisation: renseignement, stay-behind, propagande, communications, cryptage, exfiltration, avec l'objectif d'être opérationels en 1953. A ce moment, les anglais ont été mis hors-jeu.

**Rivelata
l'esistenza
di «Gladio»
un'organismo
segreto
costituito
nel dopoguerra
che aveva sede
vicino a Alghero**



IN SARDEGNA LA BASE DI ADDESTRAMENTO DEI «GLADIATORI»

di Pietro Picciau

capo del Sid, il suo successore Giovanni De Lorenzo; l'amministratore del Sifar Luigi Tagliamonte e altri militari. I territori

sentito, si trasforma in un posto ideale per l'addestramento alla guerra. I gladiatori (davvero tutti civili come sostiene il Governo?)

te usate successivamente in azioni di sabotaggio o guerriglia? Per accertarlo sono in corso indagini della magistratura. È vero però un

che il capo del Sismi hanno dichiarato che Gladio aveva 139 arsenali, di cui dieci perduti (8 chilogrammi di plastico). Durante una visita alla base di Poglina, i senatori comunisti Francesco Macis e Mario Pinna sono stati accompagnati in una santabarbara scavata in un roccione. «Abbiamo visto una serie di sacchi, e chi ci accompagnava», hanno raccontato i parlamentari, «ha detto che contenevano l'esplosivo in dotazione all'operazione Gladio. I militari che hanno accompagnato i due senatori hanno poi aggiunto che quanto recuperato dall'arsenale Gladio è stato conservato nei depositi di Poglina e di Campo Me-

En parallèle, des groupes clandestins ont rapidement été mis en route dans le nord du pays, et une base d'entraînement et de communications était mise en place à Capo Marrargiu en Sardaigne avec des financements de la CIA.

Dans « Les Armées secrètes de l'OTAN », Daniele Ganser où il évoque ce courrier, « Broccoli expliquait que les Britanniques avaient déjà créé des structures semblables aux Pays-Bas, en Belgique et « vraisemblablement aussi au Danemark et en Norvège ».



Le général était heureux de confirmer que la Grande-Bretagne « se propose de nous faire profiter de sa grande expérience » tandis que les Américains ont « offert de contribuer activement à notre organisation en fournissant des hommes, du matériel (gratuit ou presque) et peut-être même des fonds » ».

Il fallait quand-même déboursier plusieurs centaines de millions de lires, notamment en achat d'armes anglaises, pour bénéficier des entraînements anglais, alors que les US étaient gratuits. Dès l'année suivante, des hommes ont été envoyés s'entraîner en Grande-Bretagne dans le centre d'entraînement du SIS (Secret intelligence Service).

Les US ont très vite pris la main sur le réseau stay-behind italien, et sont devenu le partenaire privilégié de l'armée italienne. C'est dans ce cadre qu'ils ont créé le plus gros centre d'entraînement d'Europe de l'ouest à l'époque, à Capo Marrargiu en Sardaigne[29].

En 1955 ils sont parvenus à « convaincre » le ministre de la Défense italien de nommer à la tête du SIFAR le général des carabinieri De Lorenzo qui était un fervent anticommuniste[30].

L'accordo Sifar-Cia del 1956 come primo passo per la strategia eversiva anticomunista in Italia (3/5)



La strage del treno "Italicus" (San Benedetto Val di Sambro, Bologna, 3-4 agosto 1974) è uno degli oltre trenta attentati sulla rete ferroviaria italiana. Un capitolo importante della "strategia della tensione" sviluppata nel nostro Paese. Quante di queste operazioni portano il marchio di Gladio?

C'est une division du SIFAR qui pilotait le stay-behind italien, dont la mise en place s'est achevée en octobre 1956, quand le nom de code Gladio a été mentionné pour la première fois lors d'une réunion entre des responsables du SIFAR et de la CIA au moment d'une adaptation des accords entre les deux pays. Les premiers entraînements aux Etats-Unis ont eu lieu fin 1957.



Depuis cette époque, l'Italie est infestée de bases militaires et de missiles américains ainsi que de l'OTAN. 139 caches d'armes dans des conteneurs ont été réparties dans le pays (armes légères, munitions, explosifs, grenades, mortiers de 60 cm, canons, fusils de précision, émetteurs radio...).

A l'occasion des enquêtes sur plusieurs attentats commis durant ces années -là, des armes issues de ces caches ont été identifiées, comme le plastic C4 retrouvé en 1972 Aurisina identique à celui qui a été utilisé pour l'attentat de Peteano.

Il était urgent de mettre les choses en place, dans l'objectif d'empêcher, encore une fois, les communistes (et aussi les socialistes) d'arriver au pouvoir lors des élections de 1953 puis à nouveau en 1958 et en 1963 où le score de la DCI a chuté à 38% face à une coalition socialistes-communistes, obligeant le 1er ministre Aldo Moro à faire entrer des communistes au gouvernement –mais on va y revenir.





Les US ont donc maintenu leur financement du parti démocrate-chrétien, à qui ils garantissaient un fort écho médiatique. Ils ont aussi fait nommer en 1955 à la tête du SIFAR le général De Lorenzo, farouche anticommuniste proche de Washington, et la structure a négocié des accords top secrets directement avec la CIA, sans que le gouvernement ou le parlement ne puisse les connaître.

En 1964, le SIFAR et la CIA ont organisé un coup d'Etat afin d'empêcher des socialistes de prendre leurs portefeuilles ministériels[31]. Le 14 juin 1964, De Lorenzo a fait entrer des blindés dans Rome, et le Premier ministre Aldo Moro a fini après ce coup de force par accepter de gouverner sans les socialistes. Apparemment, le président de la République italienne Antonio Segni était dans le coup également.

En 1965, la CIA et le SIFAR ont organisé, via un lobby de droite appelé l'Institut Alberto Pollio, un congrès d'extrême droite avec des « intellectuels » et des gros bras de plusieurs pays dont la France et financé par des industriels et par le SIFAR. Lors de ce congrès sur le thème de « la guerre révolutionnaire instrument de l'expansion du communisme dans le monde » qui a réuni civils et militaires, il a été décidé que le combat contre la gauche était déjà en cours et que des actions violentes pouvaient désormais être envisagées.

Ce congrès a permis de lancer la dynamique de créations des groupuscules paramilitaires d'extrême-droite, en Italie principalement mais pas seulement.

L'Italie plongée dans les attentats et la guerre clandestine





A la fin des années 60, le parti communiste était toujours une menace importante pour les US. Des groupes comme les Brigades Rouges se sont créés à cette époque, les manifestations et grèves étaient nombreuses, et l'influence communiste sur l'opinion publique était toujours importante.

Un attentat a alors permis de décréter l'état de siège et d'empêcher les communistes de gagner : c'est l'attentat de la Piazza Fontana en décembre 1969, qui fait 16 morts et 88 blessés. La gauche a été accusée immédiatement (il faut dire que des faux indices avaient été placés sur les lieux, afin de faire accuser les Brigades Rouges) et beaucoup sont arrêtés, mais c'est le groupe fasciste Ordine Nuovo (Ordine Nuovo) qui a fait le coup (avec des explosifs de l'armée). La procédure a duré des lustres et finalement les fachos ont tous été acquittés[32].

On retrouve aussi dans l'affaire un membre de la loge P2, Federico Umberto d'Amato, chef du « bureau des Affaires privées », dans la nébuleuse qui a fomenté cet attentat. D'Amato était en contact étroit avec la CIA, comme l'a montré l'enquête du juge Guido Salvini. Ordine Nuovo, dissous en 1973, était un groupe néo nazi insurrectionnel qui cherchait à déstabiliser la démocratie et était en lien avec l'organisation européenne néo nazie « Nouvel ordre européen » ainsi qu'avec les milieux militaires italiens et européens pour peu qu'ils étaient d'extrême droite.



En décembre 1970 un autre coup d'Etat fasciste a failli fonctionner. Dirigé par le prince Valerio Borghese, et initié avec l'aide précieuse de la CIA[33], il visait à prendre le pouvoir pour instaurer une dictature, après une série d'attentats contre des églises, des sièges de partis politiques, des gendarmeries...



Borghese avait prévu avec les services secrets, la police et l'armée, et avec le soutien de l'OTAN, de faire ce coup d'Etat si la gauche passait contre la coalition centre – droite – socialistes menée par Giulio Andreotti de la Démocratie Chrétienne. Il était prévu de déporter les opposants au Parlement, d'assassiner quelques responsables comme le chef de la police, et de prendre le contrôle de l'Etat. Apparemment, ce sont les US qui lui ont dit d'arrêter le processus au dernier moment.

Borghese, issu d'une très ancienne et puissante famille qui a beaucoup perdu avec la chute de Napoléon, surnommé « Le Prince Noir », était dans le camp fasciste sous Mussolini. Il a dirigé une brigade d'élite de 4000 hommes directement sous commandement nazi, la Decima MAS (XMAS)[34].

Ce qui lui a valu d'être emprisonné à la Libération pour avoir traqué des résistants. Mais comme il était déjà en contact avec les Américains notamment Allen Dulles et l'OSS depuis la fin de la guerre, il a été vite libéré par l'agent de l'OSS James Angleton à la demande de l'amiral Ellery Stone, ami proche de la famille Borghese et pro consul de l'Italie occupée.



En fait, Mussolini s'est aperçu que Borghese était en contact avec toutes les parties prenantes au conflit : « avec le contre-espionnage allemand et avec le général Wolff bien sûr, avec la famille royale italienne qui a fui vers le sud, avec les services secrets britanniques, avec Dulles », résumé un média italien en janvier 2020.

En 1951 Borghese a rejoint le Mouvement Social Italien et s'est attelé à leur faire faire un coup d'Etat avant de quitter ce mouvement trop fade à son goût dès 1953. On le retrouve en 1963 président de la Banco di Credito Commerciale e Industriale il s'est avéré que la mafia, la P2 et le Fladio étaient derrière.



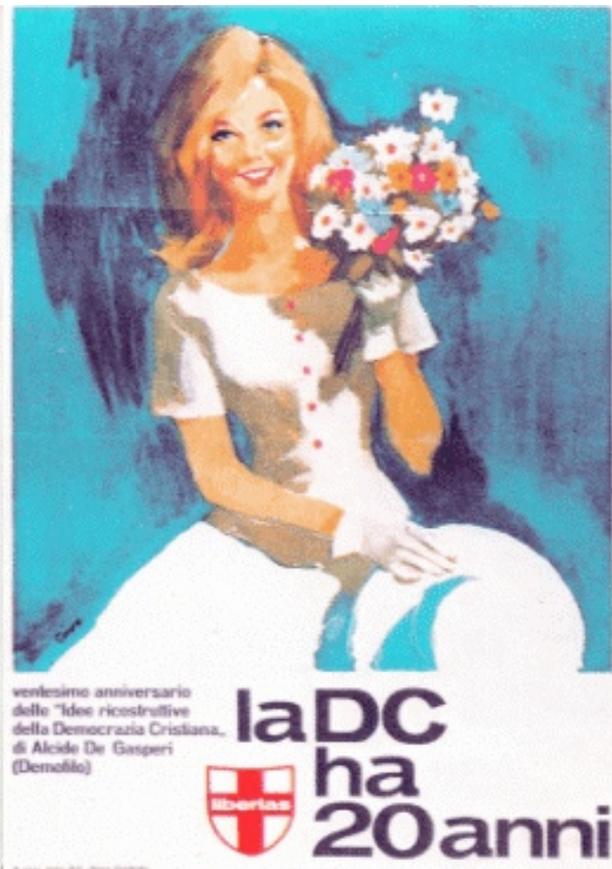
Quelques années plus tard, en 1975, c'est le cinéaste et écrivain Paolo Pasolini qui a été retrouvé mort sur un terrain vague alors qu'il écrivait un livre sur l'affaire Mattei et l'assassinat en 1970 du journaliste Mauro di Mauro qui enquêtait à ce sujet. Aucun de ces assassinats n'a jamais été vraiment élucidé sur le plan judiciaire.



Cependant en 1994 un des premiers repentis de la mafia, Tommaso Buscetta, a déclaré que « Mattei a été tué à la demande de la Cosa Nosta, parce que sa politique avait beaucoup nui aux intérêts Américains au Moyen-Orient. Ce sont très probablement les compagnies pétrolières qui ont lancé la machine » [35].

Les mafieux siciliens[36] auraient agi à la demande des familles new-yorkaises, probablement en lien avec Washington. Mattei aurait été invité à une partie de chasse par le biais d'un « ami », Graziano Verzotto, le temps pour les mafieux de poser une charge explosive dans son avion. Après Bruschetta, d'autres repentis ont confirmé cette version. Mais le Gladio n'était pas loin non plus : le garde du corps de Mattei, rémunéré par la firme ENI, Giulio Paver, était membre du Gladio. Il a démissionné juste après la liquidation de Mattei.

Selon le rapport parlementaire de la commission Pellegrino (1994-2001), plus de 14.000 attentats et actes terroristes ont été commis en Italie depuis les années 50, pour un bilan officiel de 500 morts entre 1969 et 1987, au pic des années de plomb.



Revenons un peu en arrière, lors des élections de 1963 qui ont été cruciales. La DCI, alors menée par Aldo Moro, plutôt ouvert à gauche, a fait un faible score de 38% qui a l'a forcée à intégrer des ministres socialistes alors peu enclins à céder aux injonctions US dans son gouvernement. Kennedy aurait approuvé cette orientation contre l'avis de la CIA et d'une partie de son entourage, et a fait une visite officielle en Italie en juillet 1963.

Il a été assassiné comme on le sait en novembre. « Cinq mois plus tard, la CIA, le SIFAR, l'armée secrète Gladio et les carabinieri déclenchèrent un coup d'État qui força les socialistes à renoncer à leurs ministères », écrit Daniele Ganser. C'est l'opération Piano Solo.

Il a fallu attendre 1991 pour que l'affaire soit connue de l'opinion publique. Il était question d'arrestations de centaines d'opposants à déporter à Capo Marrargiu en Sardaigne, de prise du siège du Parti Communiste et des rédactions de médias de gauche, et il est apparu que les US étaient au courant puisqu'ils étaient informés de l'avancée des préparatifs dirigés par De Lorenzo et le président Antonio Segni.

On notera que Segni aurait été épaté par le système anti-communiste français qu'il venait de découvrir lors d'un voyage officiel de 4 jours en février 1964. Après avoir rencontré plusieurs fois De Lorenzo, le plan est lancé le 25 mars 1964 lors d'une réunion secrète des Carabinieri à Rome.



Aldo Moro, alors qu'il était aux mains des Brigades Rouges, a écrit que l'opération Piano Solo était une « instrumentation militaire » dont l'objectif était de « réaliser une forte ingérence politique visant à bloquer ou du moins redimensionner fortement la politique de centre-gauche dans les premiers stades de son développement » [37].

Moro ajoutait que « Cet objectif politique a été poursuivi par le Président de la République, M. Segni ».

A cette époque, le gouvernement s'enlisait dans des débats entre les réformistes de gauche et les partisans de l'austérité à droite. En juin, Robert Marjolin alors président de la commission européenne et fervent atlantiste, est allé voir les responsables italiens pour leur dire de prendre des mesures de rigueur contre l'inflation (baisse des salaires, baisse des dépenses publiques, dérégulation...).

Le 26 juin Aldo Moro a démissionné et Segni a tenté de créer un nouveau gouvernement plus conciliant autour de Moro quitte à utiliser la force en cas de mouvements de contestation. Moro qui avait compris qu'une dissolution du Parlement et un coup d'Etat se préparaient, est parvenu in extremis à un accord politique avec les partis de centre-gauche, les socialistes ayant abandonné plusieurs de leurs revendications et les postes ministériels auxquels ils pouvaient prétendre.



Le Gladio était derrière cette opération, comme l'a montré l'enquête du Sénat par la suite.





De Lorenzo s'occupait aussi des dossiers chauds sur les politiques et personnalités d'intérêt comme des syndicalistes, des responsables du Vatican, des journalistes ou des hommes d'affaires, et ses services étaient en quête des « comportements anormaux » type relations extra-conjugales ou homosexuelles, fréquentation de prostitués, consommations de drogue, magouilles financières...



Toutes les infos étaient transmises aux Américains[38]. Alors pour en récolter un maximum De Lorenzo, qui opérait à la demande de Thomas Karamessines le chef d'agence de la CIA à Rome responsable du service des opérations clandestines impliqué dans l'assassinat de Kennedy, avait placé des caméras et des micros jusqu'au Vatican et dans les bureaux du 1er ministre.

Il y avait aussi un centre d'écoutes, mis en place en 1956 et qui fonctionnait hors de tout cadre légal, comme l'a rapporté la commission Pellegrino sur les attentats. L'objectif de tout ce travail était de fouiller les parcours pour identifier les profils les plus sensibles au chantage.

En 1990, on a découvert que le SIFAR avait fait des dossiers parfois très volumineux sur plus de 157.000 Italiens, et le Parlement a demandé à De Lorenzo de les détruire, du moins tous ceux qui concernaient des membres de la P2. Et il ne s'agissait bien-sûr que des copies qui se trouvaient encore en Italie.

Car devant la commission d'enquête, De Lorenzo a admis qu'il récoltait ces informations pour le compte des US, de l'OTAN et même du Vatican, et qu'au fil du temps c'était devenu une des activités principales du SIFAR.

≡ MENU 🔍 CERCA

Il Messaggero

10 agosto 1974 Il Sifar brucia dei fascicoli sugli aderenti della P2

RUBRICHE > ACCADDE OGGI

Mercoledì 6 Agosto 2014 di Enrico Gregori



Il SIFAR, su ordine del Governo, avrebbe bruciato nell'inceneritore di Fiumicino alcuni fascicoli personali su aderenti alla P2.

I fascicoli riguardavano 52 alti ufficiali dei carabinieri, 50 dell'esercito, 37 della Guardia della Finanza, 29 della marina,



11 questori, 5 prefetti, 70 imprenditori, 10 presidenti di banca, 3 ministri in carica, 2 ex ministri, il segretario di un partito di governo, 38 deputati, 14 magistrati.

Selon Daniele Ganser, De Lorenzo avait en effet distribué des copies « au représentant local de la CIA Thomas Karamessines et au général Giovanni Allavena, le nouveau patron des services secrets » qui a rejoint la P2 en 1967 et donné une autre copie des dossiers à son « grand maître » Licio Gelli lui-même en lien étroit avec la CIA.



On va reparler de la P2 et de Gelli, mais il faut en dire deux mots à ce stade. Après avoir milité chez les Chemises Noires fascistes, il a combattu en Espagne avec les franquistes en 1936 et pendant la deuxième guerre il était avec les SS.

Il a été recruté en franc-maçonnerie en 1965 par le député italo-américain corrompu proche de la CIA Frank Gigliotti, qui a « refondé la franc-maçonnerie en Italie » après la guerre [39]. Gigliotti lui a ainsi demandé de mettre en place un gouvernement parallèle anticommuniste avec l'aide de la CIA.

« Le général Haig, conseiller militaire de Nixon, qui commanda des troupes au Vietnam avant d'occuper les fonctions de SACEUR de l'OTAN entre 1974 et 1979, et le conseiller pour la Sécurité nationale Henry Kissinger « autorisèrent Gelli, à l'automne 1969, à recruter au sein de sa loge 400 officiers supérieurs de l'armée italienne et de l'OTAN » », explique Daniele Ganser. La loge P2 était née.



Pendant ce temps-là, les attentats continuaient. En 1972 le massacre de trois carabinieri à Peteano avec une bombe a fait monter la pression. L'enquête a été confiée au colonel Dino Mingarelli, un extrémiste de droite proche du général De Lorenzo qui a orienté les soupçons vers des types d'extrême gauche, comme d'habitude.

Mais les juges ont rapidement trouvé des éléments qui pointaient vers l'extrême droite, comme d'habitude. Six militants de gauche ont quand-même été renvoyés en procès, mais acquittés devant l'insuffisance de preuves. Ils ont porté plainte contre Mignarelli qui a été condamné pour fabrication de faux documents et dissimulation de preuves[40].

L'un des vrais coupables, Vincenzo Vinciguerra, du groupe néo-fasciste Avanguardia Nazionale (qui existe toujours), a déclaré en 1984 lors de son procès : « Il y a en Italie une force secrète, parallèle aux forces armées, formée par des civils et des militaires, qui a la capacité d'organiser une résistance à l'armée russe sur le sol italien. C'est une organisation occulte, une super-organisation secrète avec un réseau de communications, d'armes et d'explosifs et des hommes formés pour les utiliser« .



JULY 31, 2020

The Bologna Massacre, the 'Strategy of Tension' and Operation Gladio

BY BRETT WILKINS



Tous ces attentats ne parvenaient pas vraiment à enrayer la gauche. Une nouvelle fois en 1974, la coalition socialistes-communistes devait participer au gouvernement. Mais avant toute décision, Aldo Moro alors ministre des Affaires étrangères par intérim et le président Giovanni Leone ont été à Washington demander l'aval de la Maison Blanche, qu'ils n'ont pas obtenu. Moro a même reçu des menaces de représailles de la part de Kissinger, juste avant les élections nationales de 1976 où le Parti Communiste a obtenu 34% des voix.

Si bien que Moro est passé outre l'avertissement US: il était enfin prêt à réaliser son « compromis historique » consistant à gouverner avec des ministres communistes et à admettre des députés communistes au Parlement, ce qui était déjà inacceptable pour les US. Mais en plus il voulait amener le parti communiste italien à rompre avec Moscou et à rejoindre l'axe atlantiste, ce qui aurait coupé la branche sur laquelle était installée la stratégie US d'ingérence.



Moro a été enlevé le 16 mars 1978 alors qu'il se rendait au Parlement pour présenter son programme et son gouvernement, incluant les communistes. Il a été retenu en otage pendant 55 jours avant d'être tué[41]. Les « recherches » de la police n'ont rien donné, mais ont permis de réaliser 37.000 perquisitions chez des sympathisants de gauche et d'en auditionner 6 millions.

Quant aux milieux politiques, ils ont tout fait pour que les négociations avec les ravisseurs n'aboutissent pas. Moro l'avait compris, il savait que ses amis politiques de la DCI l'avaient lâché et dans sa dernière lettre il montre qu'il savait qu'on allait le tuer.



<https://youtu.be/5JVLZPNszv0>

L'après-midi même de l'enlèvement, certains pointaient déjà du doigt une intervention extérieure : le général Benigno Zaccagnini, président du Sénat, a déclaré que cet enlèvement était lié à « un plan [mené par] des intérêts étrangers » qui voulaient détruire la majorité gouvernementale et que cela « n'avait rien à voir avec les Brigades Rouges » [42]. Et on constate que les autorités politiques ont tout fait pour ne pas négocier ni même discuter avec les preneurs d'otage qui réclamaient la libération de 13 prisonniers de leur groupe, et cette posture assumée au nom de la démocratie a mené à la condamnation à mort d'Aldo Moro. Et le premier gagnant a été le bloc anticommuniste.

Après le meurtre d'Aldo Moro, c'est Giulio Andreotti qui est arrivé au pouvoir et la démocratie chrétienne est restée en place jusqu'en 2018. Andreotti était très lié à la mafia, il était anticommuniste et membre de la loge P2. D'ailleurs en 2002 il a été condamné à 24 ans de prison pour avoir commandité le meurtre d'un journaliste, Carmine Pecorelli, à Rome en mars 1979 [43]. Pecorelli venait de faire le lien entre la CIA, les renseignements italiens,



Andreotti et le meurtre d'Aldo Moro[44], et quelques mois plus tôt il avait publié une liste de 131 ecclésiastiques membres de la franc-maçonnerie.



Après diverses péripéties judiciaires, la peine d'Andreotti a été supprimée par la cour de cassation en 2003... Quand la liste des membres de la P2 a été retrouvée en 1981 chez Gelli, le nom de Pecorelli y figurait.



Des rapports ont été bidonnés pour faire accuser l'extrême gauche, les dossiers sur l'affaire ont disparu du ministère de l'Intérieur et les enquêtes ont soigneusement oublié la piste de l'extrême droite.



Les « BR », les Brigades Rouges, étaient parfaites pour servir d'épouvantail : créées en 1970, elles ont été infiltrées dès l'année suivante par les renseignements et les carabiniers. L'organisation a connu une seconde période où elle a été carrément organisée par une taupe, Mario Moretti, qui a piloté l'enlèvement et le meurtre d'Aldo Moro[45].

Moretti, un néo-fasciste convaincu dans sa jeunesse[46], était un des historiques du groupe et surtout, il était parvenu à éviter d'être arrêté pendant 9 ans si bien qu'il a dirigé le groupe de 1976 à 1981. Dès les premières années des Brigades Rouges, des soupçons se sont portés sur lui. En 1972 c'était lui qui avait amené le groupe à commettre son premier enlèvement, celui du patron d'une usine Siemens. Un coup de filet a eu lieu dans leur QG cette année-là, mais les chefs ont pu y échapper[47].

Selon un sénateur communiste qui a participé à plusieurs commissions d'enquête parlementaire sur l'affaire Moro, Sergio Flamigni, Moretti était protégé par les services secrets italiens, et des types de la N'Dranghetta étaient aussi impliqués dans l'affaire comme l'ont montré, par exemple :

Certaines écoutes de membres du Gladio

La présence sur les lieux de l'enlèvement de deux véhicules appartenant pour l'une à un membre du Gladio, pour l'autre à une entreprise proche des services secrets.



La présence du colonel Sismi Guglielmi, instructeur du Gladio, à côté du lieu de l'enlèvement.

Le fait que 31 balles retrouvées sur le site de l'enlèvement provenaient des balles spécialement fabriquées pour le réseau Gladio.

Le nombre officiel de membres des Brigades Rouges, entre 9 et 12, est bien inférieur au nombre de personnes sur place. Le surplus pourrait fort bien être des « agents déstabilisateurs infiltrés par des structures paramilitaires ayant des fonctions de conjonction entre les hiérarchies politiques et les hiérarchies militaires unies dans la lutte contre le communisme », analyse Flamigni.





Selon Flamigni, les Brigades Rouges, qui avaient obtenu de nombreuses informations croustillantes sur les « mystères de la République » et en particulier le système Gladio de la part d'Aldo Moro, ont ensuite noué un « pacte de silence » avec les autorités. Beaucoup d'aspects de ce scandale restent cependant dans l'ombre, par exemple : « Parmi les énigmes, on ne sait pas où se trouvent les enregistrements audio et les écrits originaux de Moro, les procès-verbaux et notes du comité interministériel d'information et de sécurité et ceux des comités de crise réunis au ministère de l'Intérieur », explique le parlementaire.

Flamigni explique aussi que le groupe a bénéficié d'un appui logistique extérieur pour organiser l'enlèvement et la séquestration. Flamigni a même ouvert un centre de documentation, où une grande place est laissée à l'affaire Moro/ Brigades Rouges/Gladio.

Pour Flamigni, Moro a commencé à être dans la ligne de mire dès 1974, quand, alors ministre des Affaires étrangères, il a eu une réunion houleuse avec le président Leone et Kissinger, et c'est après cela que Moretti aurait commencé à planifier l'enlèvement pour le second trimestre 1975, et les Brigades Rouges ont été « l'instrument exécutif du crime ». Dans le même temps, la loge P2 s'est activée contre Moro elle aussi.

En 1974, une faction « hard » a pris le dessus dans la direction des Brigades Rouges, et celle-ci était, explique Flamigni, sous contrôle de l'organisation d'un certain Sogno, membre de la loge P2, proche de l'OTAN et de la droite italienne. Cette faction était pilotée par un certain Corrado Simioni, qui travaillait auprès du secrétaire général de l'OTAN Manlio Brosio et a introduit Moretti auprès des Brigades Rouges alors qu'il cherchait à regrouper toutes les factions d'extrême gauche derrière elles.



Le fanta...



100



ABON

Le fantasme de l'implication de la France dans le terrorisme italien des années de plomb

Par Guillaume Origoni, Historien — 1 septembre 2016 à 09:03



Les restes de l'avion DC-9 Itavia, tombé dans la mer près d'Ustica en 1980, au musée de la Mémoire de Bologne. L'artiste français Christian





Simioni a ensuite migré à Paris où il a créé en 1976 une école de langues bizarre appelée Agora puis Hyperion, avant de devenir vice-président de la fondation Abbé Pierre[48]), et il y avait aussi dedans l'organisateur principal de l'enlèvement de Moro, Mario Moretti. Apparemment, c'est dès la première réunion de création des Brigades Rouges que Simioni, Moretti et une collègue de Simioni à l'OTAN se sont infiltrés.

C'est à l'occasion d'une grande vague d'arrestations de tous les leaders à l'exception de Moretti[49] en 1974 que sa faction a pu prendre le dessus dans les brigades.

Ceci dit, certains membres d'origine des Brigades Rouges avaient aussi des liens directs avec Moscou. Mais ce groupe, mené par Alberto Franceschini, refusait les actions meurtrières. Franceschini affirme lui aussi que Moretti et un autre leader des Brigades Rouges, Giovanni Senzani, étaient des infiltrés et que ce sont eux qui ont poussé à l'organisation de l'enlèvement d'Aldo Moro et à son assassinat.

Senzani était apparemment ultra violent, et avec lui les brigades sont parties dans une dérive sanguinaire. Ce qui ne l'a pas empêché d'aller étudier aux Etats-Unis en 1977 alors que les visas étaient refusés à des élus communistes. Selon Franceschini, c'est Moretti qui a balancé un des dirigeants de l'aile soft, Renato Curcio, arrêté chez lui en janvier 1976 deux jours après avoir donné son adresse à Moretti.



On notera qu'un certain nombre de brigadistes et autres « terroristes » italiens poursuivis par la justice locale se sont réfugiés en France, comme Simioni. Au début des années 80, Mitterrand leur a ouvert les bras et nos frontières au nom du droit d'asile avec comme intention affichée de les réinsérer en France dans la société civile comme on l'avait fait avec les Collabos quelques années plus tôt. C'est dans ce contexte qu'a été créé l'Hyperion, source de tensions entre l'Italie et la France pendant des années.



Quant à la décision de tuer Moro, qui n'était pas le plan initial, elle aurait été prise après que le politicien ait parlé à ses ravisseurs du réseau Gladio.

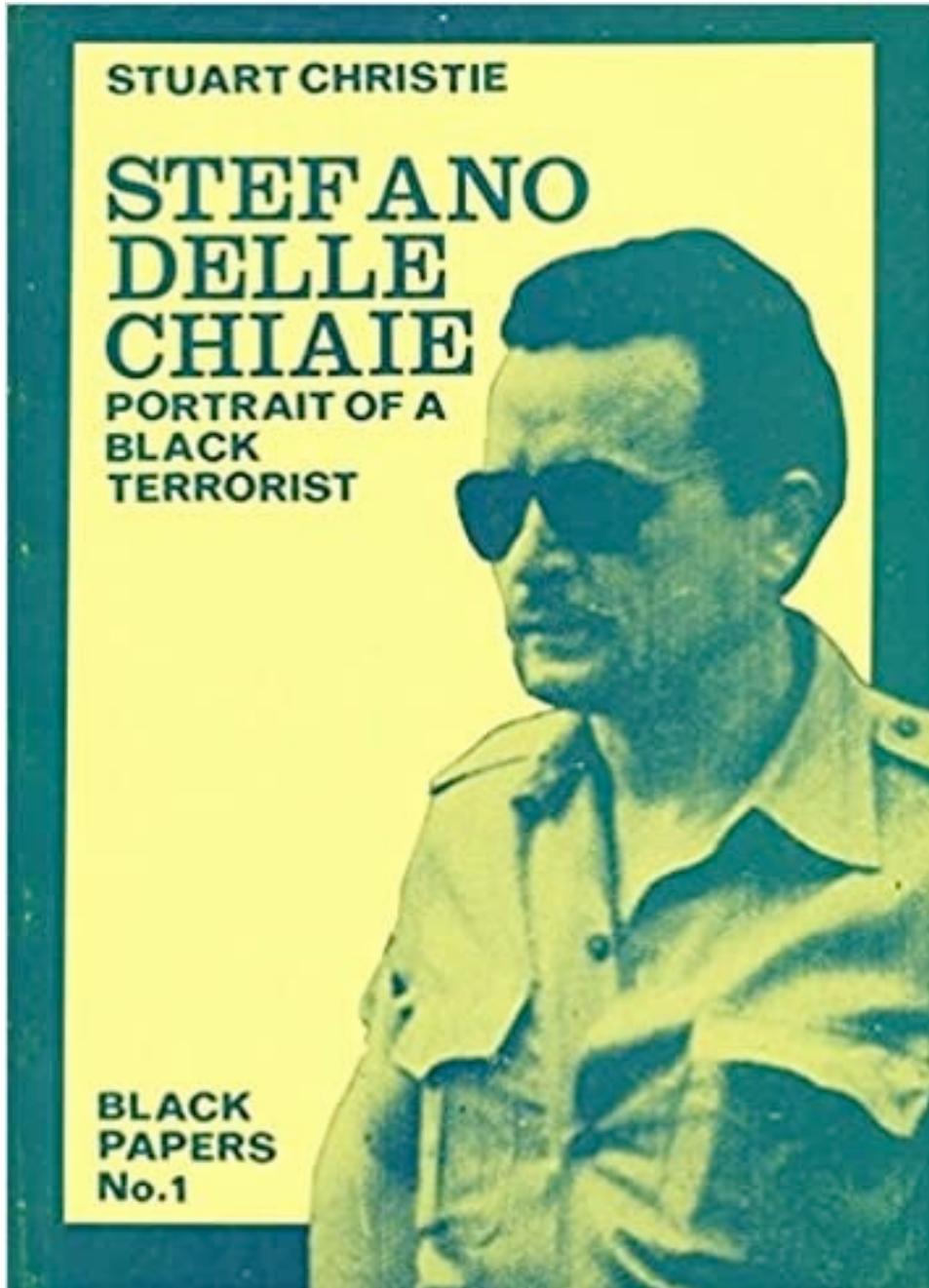
L'attentat de la gare de Bologne fait 85 morts, le 1 août 1980. Aucun responsable n'a été condamné, et ces dossiers sont toujours en partie frappés du secret d'Etat. On est en plein dans la « stratégie de la tension », destinée à faire peur aux foules pour mieux les manipuler.



Cet attentat de la gare de Bologne est intéressant, car Licio Gelli, le grand-maître de la loge P2, sur laquelle on va revenir, a été accusé d'être mêlé ainsi que son homme de confiance Stefano Delle Chiaie (anticommuniste qui fut l'associé de Klaus Barbie en Bolivie et a été le responsable du réseau de barbouzes d'extrême droite de la DINA de Pinochet, chargée de traquer et éliminer les opposants), à l'organisation du massacre.

Peu avant l'attentat, Delle Chiaie (censé être en fuite en Amérique latine depuis 1976) finalisait le coup à Monte-Carlo ou à Cannes. Deux types de son équipe sont arrivés de Bolivie le 26 juin 1980, et ont rencontré le trafiquant d'armes et barbouze d'extrême droite français Olivier Danet[50] ainsi que deux Allemands, et l'attentat a eu lieu le 2 août[51].

Selon le terroriste d'extrême droite Elio Ciolini qui a parlé à la justice, c'est un groupe de fascistes liés à la loge P2 appelé le « comité Monte-Carlo » qui s'est réuni en avril 1980 dans un hôtel du rocher, qui a préparé l'attentat.



L'objectif aurait été de détourner l'attention d'une affaire de fraude du groupe industriel national ENI impliquant la P2 qui commençait à tourner au vinaigre. Il a été décidé lors de la réunion d'avril 1980 que Licio Gelli demanderait à Delle Chiaie d'arranger une action ayant suffisamment d'ampleur pour que tout le monde oublie cette affaire. Juste après, Gelli est parti à Buenos Aires pour rencontrer Delle Chiaie[52].

En 1984, un juge a enquêté sur un des attentats (celui de 1972 qui a tué trois carabinieri, année où des Gladiateurs sont allés s'entraîner en Allemagne dans un ancien camp des Waffen SS[53]) car l'utilisation de C4, un explosif habituel de l'OTAN l'intriguait.



C'est alors qu'il a découvert l'existence d'un groupe clandestin, appelé Gladio en Italie, ou « stay-behind » ailleurs en Europe[54]. Ce machin existait sans avoir jamais été autorisé par le gouvernement. Là encore, Ordine Nuovo était dans la ligne de mire.

L'OTAN apparaissait aussi dans la procédure comme étant impliquée dans l'organisation de ce réseau. Des caches d'armes ont été retrouvées (dont certaines renfermaient des bombes, notamment au moins une bombe au phosphore), un scandale a émergé, et une enquête parlementaire a permis d'étouffer 80% l'affaire en ne dévoilant à l'opinion que le minimum.

Le 3 août 1990, le 1er ministre Giulio Andreotti a été forcé d'admettre devant le parlement qu'une organisation clandestine dirigée par l'OTAN agissait dans le pays depuis la guerre, afin d'influencer la politique nationale. Mais tout aurait cessé en 1972, car en 1974 il avait officiellement nié l'existence de toute « organisation secrète » dans le pays.

Puis en 1990 il a tout de même admis que le machin était toujours actif mais a précisé qu'il ne commettait pas d'attentats et que d'ailleurs Mitterrand était présent à la dernière réunion du comité directeur du Gladio, les 23 et 24 octobre 1990 à Bruxelles. On apprenait au passage que ce machin opérait impunément dans toute l'Europe de l'ouest, et que nos gouvernements protégeaient tous le secret.

La « révélation » du scandale : l'omerta





Durant les débats parlementaires de l'été 1990 quand le scandale a été révélé, Andreotti a été obligé d'admettre l'existence d'un réseau secret organisé par les renseignements, actif pendant la guerre froide, qui était en lien avec ses homologues à l'étranger et le tout sous l'égide de l'OTAN. On a appris que 139 caches d'armes et de munitions étaient disséminées dans le pays mais on nous a expliqué qu'elles auraient toutes été récupérées en 1973 et mises en lieu sûr.

On a aussi appris, à travers la commission d'enquête parlementaire, qu'une liste de 2000 noms de « personnalités de droite identifiées comme des sujets capables d'utiliser des armes et des explosifs, et disponibles pour toute intervention » a été retrouvée à la station de la CIA à Rome [55]. Objectif : la lutte anti gauche.

Licio Gelli a même revendiqué l'action de Gladio : « Le but de Gladio et des organisations similaires qui existaient dans tous les pays d'Europe de l'Ouest était de contrer une invasion de l'Armée rouge ou un éventuel coup d'Etat d'un parti communiste. Le fait que, pendant toutes ces années, le PCI ne soit jamais parvenu au pouvoir malgré ses tentatives répétées, c'est à l'organisation Gladio qu'on le doit » [56].



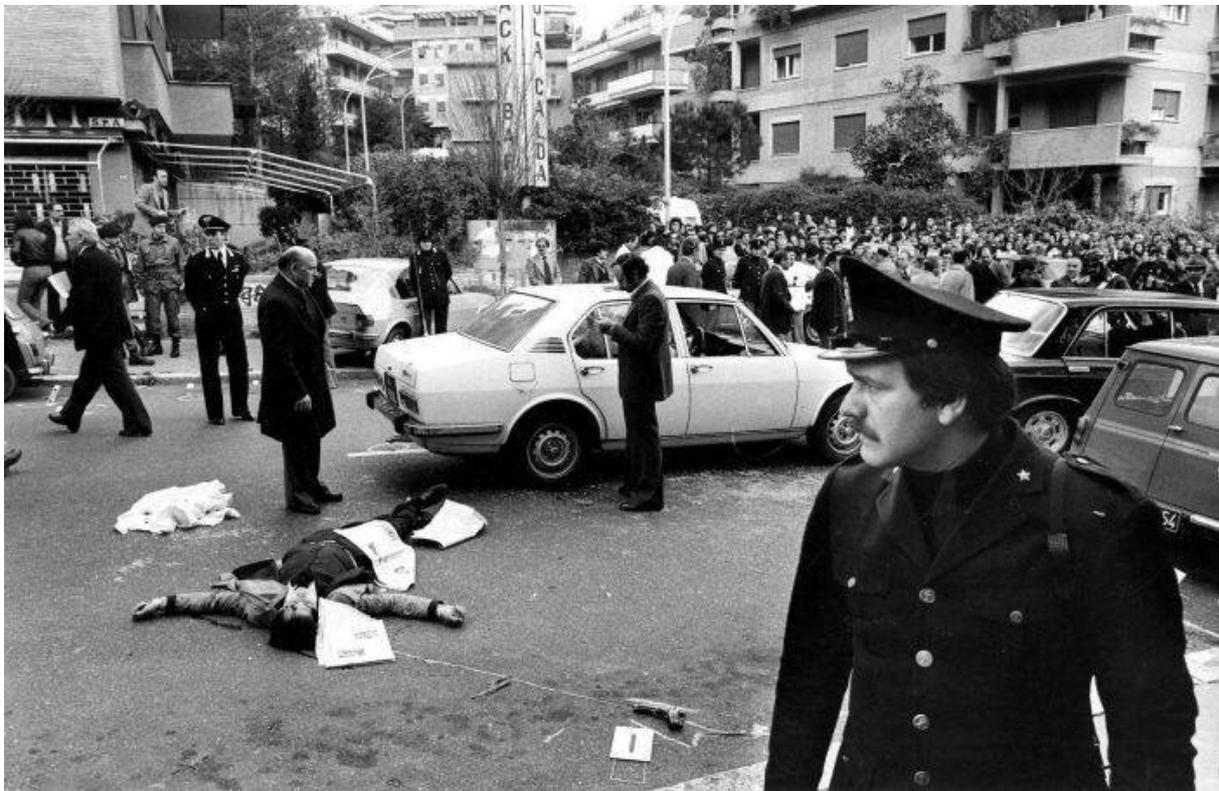
En 1974, le stay-behind avait été évoqué par le général italien Vito Miceli lors de son procès pour sa participation au coup d'Etat de Borghese en 1970 [57]. Ce membre n°491 de la P2 formé dans sa jeunesse au collège militaire de l'OTAN, ce qui lui a permis de devenir responsable du bureau de sécurité de l'OTAN à Bruxelles d'être placé par Licio Gelli et ses relations à la tête des renseignements militaires italiens, a déclaré qu'il avait bien mis en



place un service indépendant des renseignements officiels mais qu'il n'avait « fait qu'obéir aux ordres des États-Unis et de l'OTAN ».

Il a aussi ajouté que les plus hauts responsables de l'Etat étaient au courant. Miceli pensait que ces révélations lui ont valu son passage en prison et que s'il avait nié comme Andreotti l'existence d'une armée secrète à l'époque, il aurait eu moins d'ennuis.

Il a été prouvé que Miceli avait reçu 800.000 \$ de l'ambassade US à Rome en 1972, avec l'accord de Kissinger. On n'a jamais su à quoi cet argent était destiné mais apparemment il en faisait ce qu'il voulait. Mais Miceli a été mis sur la touche car il représentait un système qu'on cherchait à faire appartenir au passé, du moins pour l'opinion publique, et il s'est mis pendant quelques années à la politique dans les rangs du MSI, le mouvement socialiste italien. Il est mort en novembre 1990 d'une crise cardiaque, alors que l'affaire Gladio faisait encore la Une des médias.



A gauche, beaucoup pointaient la responsabilité de la CIA et de l'extrême droite dans ces attentats, et cela dès les années 70, mais ils sont passés pour de vulgaires complotistes.

On remarquera que la technique est toujours utilisée, mais cette fois l'épouvantail agité n'est plus l'extrême gauche.

En 2004, il a été question d'une organisation à laquelle coopéraient des carabinieri, des policiers, des agents des finances, dirigée par un certain Gaetano Sava, dénommée le « Département d'études stratégiques contre terroristes ». Ce groupe collectait de manière illégale des renseignements sur des personnes de gauche, des islamistes, des « terroristes ».



Saya était en lien direct, et agissait apparemment sur les ordres des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense, des renseignements, de la police, des finances, des ambassades US et d'Israël et du commandement de l'OTAN, le Shape [58]. Saya a quand-même été arrêté en 2004 pour avoir mis en place une « police parallèle ». En 2003, un imam fondamentaliste avait été kidnappé en plein centre de Milan et embarqué aux Etats-Unis.



En 2012, l'ex juge antiterroriste Ferdinando Imposimato qui avait enquêté sur l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, a fait le lien entre la stratégie de la tension et le Bilderberg. D'après un document de 1967 fournis par le juge Alessandrini, le Bilderberg était désigné comme instigateur de cette stratégie de la tension.

En 1968, les discussions du Bilderberg ont comme souvent beaucoup porté sur la géostratégie et l'URSS, et les participants étaient tous d'accord pour maintenir l'OTAN mais qu'elle ne suffisait pas car il fallait aussi une cohésion politique des pays du « bloc atlantique ». D'ailleurs, il était très clair que la sortie de la France de l'OTAN était « purement gouvernementale », sous-entendu qu'elle n'était ni militaire ni partagée par l'ensemble du monde politique.

On s'inquiétait aussi de l'impact de la guerre du Vietnam sur l'image des Etats-Unis et donc de l'OTAN auprès des jeunes générations, et d'après le compte rendu, « beaucoup d'intervenants ont souligné l'importance de prendre des actions pour gagner le soutien de l'Alliance occidentale auprès du public ». C'est aussi là qu'ils ont jeté les bases de la « globalisation » et de la transnationalisation des grandes entreprises.



La loge «P4», un gouvernement de l'ombre en Italie ?

Par Eric Jozsef, Rome, de notre correspondant — 24 juin 2011 à 00:00

➔ [La loge «P4», un gouvernement de l'ombre en Italie ?](#)



**Ministres impliqués, militaires soupçonnés,
hommes d'affaires et médias contactés. Trente ans**

En 2011, il a aussi été question d'une « loge P4 » sur le même modèle que la P2, dans laquelle des ministres, des militaires, des hommes d'affaires, de journalistes ou propriétaires de médias se retrouvaient et organisaient diverses magouilles.

Le journal Libération rapportait alors : « Deux magistrats de Naples ont ainsi mis en examen des personnages influents, les accusant d'avoir acquis des informations secrètes pour renseigner des responsables gouvernementaux mais aussi pour exercer une forme de chantage auprès d'entrepreneurs et de financiers. La loge « P4 » aurait ainsi constitué, selon les procureurs, « un système criminel illégal et subreptice avec des méthodes d'opération typiques des organisations mafieuses » ».

Le dénommé Alfonso Papa, député du parti de Berlusconi (lui-même aidé par la mafia mais on y reviendra) et le lobbyiste Luigi Bisignani qui fut membre de la P2 a condamné pour corruption dans les années 90 étaient parmi les principaux protagonistes. Bisignani était un grand et vieil ami du bras droit de Berlusconi Gianni Letta qu'il informait sur différentes enquêtes.

En 2017, deux hackers Italiens, un frère et une soeur, ont été arrêtés à Londres pour avoir récupéré des données sensibles dans les ordinateurs de plusieurs personnalités telles que Mario Draghi, alors président de la banque centrale européenne, les 1er ministres Italiens Matteo Renzi et Mario Monti, ou encore un cardinal du Vatican. Les enquêteurs italiens avaient identifié des liens avec la P4 ainsi qu'avec Bisignani et soupçonnaient que le réseau de hackers était plus important.



Il est souvent question de complots en ce moment, mais l'histoire est construite par des décisions, des organisations, qui s'agissent en coulisses, des actions menées sous faux drapeau.

L'Europe est construite sur ces bases, comme on l'a vu. Monnet lui-même s'en était vanté. Les US eux sont plus malins et ne se vantent pas de leurs manipulations, qui n'ont aucune raison d'avoir pris fin même si désormais il est clair que la CIA fonctionne de manière relativement autonome par rapport au gouvernement et au Parlement. Le pouvoir est manifestement ailleurs.

On constate en tout cas que la justice ne remonte jamais jusqu'aux décideurs, surtout s'ils sont à Washington, et que ses moyens sont en cas incroyablement sous-dimensionnés pour répondre efficacement à un noyautage complet des institutions censées être « démocratiques ». On constate qu'une partie de la police, des renseignements et de l'armée collaborent totalement, dans le dos des opinions publiques qui restent les dindons de la farce depuis plus de 70 ans.

Enfin, je termine avec une réflexion de l'historienne Annie Lacroix-Riz : « ne pas céder à l'histoire-complot ne signifie pas renoncer à étudier l'articulation entre les « complots » et leur issue, laquelle dépend de données autrement plus larges que les plans minutieux concoctés par les conjurés » .

Notes

[1] Cf. « La non épuration en France de 1943 aux années 50 », d'Annie Lacroix-Riz.

[2] « Noir Chirac », François-Xavier Verschave.

[3] Mais Wisner n'avait plus assez le cœur à l'ouvrage, et Allen Dulles l'a remplacé en 1958 par Richard Bissel, puis en 1962 par Richard Helms, devenu directeur de la CIA en 1965 jusqu'en 1973, quand il a dû démissionner pour avoir menti au Sénat en déclarant que la CIA n'avait rien fait pour empêcher Allende d'accéder au pouvoir au Chili.

[4] La même année, 1952, l'OPC a changé de nom pour devenir la Direction des Plans (Directorate of Plans).

[5] Wisner a notamment mis en place l'opération Mockingbird destinée à utiliser des intellectuels, journalistes et artistes pour les besoins de la propagande.



[6] Cf. « US Army Special Warfare », d'Alfred H. Paddock Jr.

[7] Thierry Meyssan écrivait pour le réseau Voltaire en 2001 : « Ainsi, dans les années 70, l'Ordre souverain et militaire du Temple de Jérusalem (OSMTJ) fut utilisé par Charly Lascorz et le député Claude Marcus en lien avec le SAC de Jacques Foccart ; de même pour l'Ordre rénové du Temple (ORT) de Raymond Bernard et de Julien Origas, puis de Luc Jouret. Enfin, l'Ordre du Temple solaire (ORT) de Luc Jouret et Joseph Di Mambro« .

[8] Cf. « Les armées secrètes de l'OTAN » de Daniele Ganser.

[9] Cf. « MI6: The History of the Secret Intelligence Service 1909-1949"de Keith Jeffrey.

[10] Cf. « Les armées secrètes de l'OTAN » de Daniele Ganser.

[11] Cf. « The Twilight of the British Empire: British Intelligence and Counter-Subversion in the Middle East, 1948–63 » de Chikara Hashimoto.

[12] Swinburn vivait depuis plus de 25 ans en Egypte, comme directeur commercial de l'Arab News Agency (ANA). Au moment de la crise du canal de Suez en 56, l'Egypte a tapé du poing sur la table et commencé à arrêter des espions anglais accusés de chercher à renverser le gouvernement, qui virait à gauche et se rapprochait des soviétiques sous la présidence de Nasser. On notera que pour contrer les ambitions laïques et sociales des égyptiens, les anglais ont beaucoup misé sur les Frères Musulmans. Swinburn qui était le chef du réseau a été condamné pour espionnage en 57 et a fait 3 ans de prison. D'autres anglais comme John Stanley qui représentait en Egypte la compagnie d'assurances Prudential Assurance Company, un responsable de l'ambassade locale ou des « journalistes » de l'agence ANA ont pu s'enfuir à temps, mais certains traitres égyptiens ont été exécutés.

[13] Cf. « UK intelligence and security report, august 2003 » de Richard M. Bennett et Katie Bennett – AFI Research.

[14] La version officielle de son retournement est relatée par le journal Suisse Le Temps du 13 mai 2003 : « en 1978, victime d'un passage à tabac punitif à la suite d'un différend avec un de ses supérieurs, il s'était spontanément présenté dans une caserne de l'armée britannique pour offrir ses services, et se venger ».



[15] Alboth a été retrouvé assassiné le 18 avril 1990. Le 1er mars, il avait écrit au conseiller fédéral Villiger, lui proposant « de faire toute la lumière sur les armées secrètes ». L'assassin n'a jamais été retrouvé.

[16] Le ministère de la Défense Guy a déclaré en avril 2018 que les dossiers avaient tous été transférés aux archives nationales. Le Parlement s'est saisi de l'affaire, et s'est mis à la recherche de 7 fichiers et 20 dossiers qui font partie du « rapport Cornu ». Mais des historiens et politiques se demandent si ces dossiers n'ont pas simplement été détruits.

[17] Ce « rapport » Cornu a été en partie dévoilé en 1991 quand le scandale a émergé suite à l'enquête parlementaire italienne.

[18] Document diffusé par Gérard Desmaretz dans « Stay Behind. Les réseaux secrets de la guerre froide » .

[19] Le dénommé Stig Engström, 52 ans au moment des faits, était un ancien militaire qui a ensuite travaillé à la radio puis dans une compagnie d'assurances nationale.

[20] Cf. Nicolas Lebourg « Les nazis ont-ils survécu ? » p.113.

[21] Haas a pu s'échapper trois fois de prison après la défaite de l'Allemagne, dont une fois grâce au réseau du major SS Wilhelm Hoettl, ex chef des renseignements militaires allemands à Budapest puis à Vienne. Selon le livre « Useful Enemies: America's Open-Door Policy for Nazi War Criminals » de Richard Rashke, Hoettl dirigeait deux réseaux de renseignements restés actifs après la guerre et faisaient « évader » d'anciens camarades des camps de détention US.

[22] Selon certaines versions de l'affaire, celui qui a été tué en 1950 était un sosie du vrai tueur, le mafieux Salvatore Giuliano qui avait sa bande paramilitaire en Sicile. En réalité Giuliano serait allé aux Etats-Unis avec la protection de la CIA où il aurait travaillé pour le Pentagone sous le nom de Joseph Altamura. Cette opération complexe aurait été réalisée par la bande de Giulio Andreotti, à l'époque sous-secrétaire de De Gasperi.

[23] Gigliotti dont on va parler plus bas était un politicien italo américain proche de la mafia dans les deux pays, et en lien avec l'OSS puis la CIA.

[24] Dès mai 1947, l'atlantiste convaincu Alcide de Gasperi exclut les communistes du gouvernement, notamment parce qu'ils étaient opposés au plan Marshall, qui est en réalité le



tout premier texte européen, car il impose la création de la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA), l'embryon de ce qu'est devenue l'Europe. Suite à cela le PCI a rejoint le Kominform, l'organe soviétique qui dirigeait les partis communistes, alors que d'importants mouvements sociaux, dont une grève générale menée suite à un attentat contre le leader du PCI, sont poussés par les communistes notamment.

[25] Francisco Cossiga, qui a été président du pays de 1985 à 1992, a aussi fait partie dans sa jeunesse de ce groupe paramilitaire financé par la DCI, armé et dirigé par les Carabiniers (les gendarmes), comme il l'a admis bien des années plus tard. Selon lui ils n'avaient comme objectif que de maintenir la légalité au cas où les membres du parti communiste dépassaient les bornes. Mais ils devaient aussi assurer une répression politique. Lorsque le scandale Gladio a éclaté Cossiga a tout fait pour minimiser les faits et cacher la vérité.

[26] Cf. « The Great Heroin Coup: Drugs, Intelligence & International Fascism » d'Henrik Krüger.

[27] L'Armata Italiana della Libertà de Musco enchantait apparemment Frank Gigliotti, qui expliquait en juillet 1947 à Walter Dowling, chef des affaires européennes du département d'Etat US, qu'une cinquantaine de généraux était en train de s'organiser « pour un coup d'Etat, ils sont tous anticommunistes et prêts à tout ».

[28] Cf. intervention du député Luigi Cipriani en 1991 lors de la commission d'enquête sur le Gladio.

[29] Le camp du cap Marrargiu était le « centre d'entraînement au sabotage » du Gladio. Il était doté d'un petit port et de deux pistes d'atterrissage. Les gladiateurs qui y étaient formés ignoraient la localisation du camp. La dernière formation dans le cadre du stay-behind y a eu lieu au printemps 1990, juste avant que le scandale n'éclate.

[30] De Lorenzo a admis devant une commission d'enquête parlementaire sur le coup d'Etat de juin 1964 avoir constitué ces dossiers sur ordre des Etats-Unis. Les 157.000 dossiers sont aussi entre les mains de la CIA, et ont été récupérés par le vénérable de la Loge P2, Licio Gelli.

[31] L'objectif de cette opération appelée « Piano solo » était d'occuper « les agences gouvernementales, les principaux centres de communication, les sièges des partis de gauche, les locaux des quotidiens les plus marqués à gauche ainsi que les bâtiments de la radio et de la télévision. Les agences de presse devaient être investies uniquement le temps nécessaire pour détruire les rotatives et rendre impossible la publication des journaux » pour avoir les mains libres, puis une liste de militants et sympathisants de gauche devait être mise hors d'état de « nuire », selon le rapport de la commission d'enquête parlementaire italienne.



[32] Ordine Nuovo a aussi collaboré avec un autre groupuscule de droite, Avanguardia nazionale, avec le contre-espionnage italien et avec les réseaux Gladio pour mener certains attentats, notamment un attentat contre des gendarmes en 1972, soi-disant revendiqué par les Brigades Rouges.

[33] Borghese était déjà un grand ami de l'OSS, qui a précédé la CIA, pendant la guerre, ce qui a lui a permis d'échapper à quelques ennuis à la fin de la guerre. Il a été condamné à 12 ans de prison pour collaboration avec l'ennemi, mais a cumulé les réductions de peine et les circonstances atténuantes, si bien qu'il a été libéré grâce à l'amnistie générale de 1946. Les US se sont montrés très intéressés par les actions de la Decima Mas, notamment d'une unité qui combattait derrière les lignes ennemies.

[34] Borghese et la Decima Mas, symbole du fascisme italien, sont toujours adulés aujourd'hui par une certaine catégorie de la population. En janvier 2020 une cérémonie de commémoration a encore eu lieu en présence de vétérans. Il y avait beaucoup d'aristocrates parmi les officiers de la Decima Mas, qui opérait sous la direction des Allemands et a eu jusqu'à 50.000 hommes responsables de nombreux massacres dans le nord de l'Italie entre 1943 et 1945.

[35] Cf. « Oil, Power, and War: A Dark History » de Matthieu Auzanneau.

[36] Selon Buscetta le recruteur des assassins était Giuseppe Di Cristina, qui soutenait et faisait élire le député de la DCI Calogero Volpe. Son frère Antonio Di Christina était maire de leur village, Riesi, où se trouvait le QG de leur clan mafieux. Di Cristina est devenu repent en 1978 pour éviter de se faire tuer par le clan de Corleone, mais ils l'ont quand même assassiné en mai 1978.

[37] Cf. rapport de la commission parlementaire sur les attentats terroristes, Doc. XXIII n. 64 Vol Primo Tomo I.

[38] Cf. « Les armées secrètes de l'OTAN » de Daniele Ganser.

[39] Audition en 2019 du grand maître du Grand Orient d'Italie Giuliano Di Bernardo lors du procès de patrons de la 'Ndrangheta.



[40] L'affaire sera dénouée après l'arrestation de deux fascistes pour avoir tenté de détourner un avion en 1979 près de Trieste. L'un des types, Vincenzo Vinciguerra, a avoué sa participation à l'attentat de Peteano et précisé qu'un des complices qui avait appelé les carabinieri pour qu'ils tombent dans le piège avait touché 35.000\$ de la part du MSI pour se faire opérer des cordes vocales en Espagne afin de changer sa voix. Il a aussi dit que l'explosif utilisé n'était pas du Semtex (utilisé par l'URSS) comme l'avaient dit les hommes de Mingarelli, mais du C-4, utilisé par l'OTAN. Vinciguerra et le complice ont été condamnés en 1987 à la prison à vie pour cet attentat.

[41] Le corps d'Aldo Moro a été retrouvé le 9 mai 1978 dans le coffre d'une voiture, criblé de 11 balles.

[42] Cf. « Murder in the Vatican : The CIA and the Bolshevik Pontiff » de Lucien Gregoire.

[43] Dans « L'Italie entre chien et loup: Un pays blessé à mort (1969-1994) », Rosetta Loy rappelle que le ministère public avait réclamé la prison à vie pour tous les accusés : « Giulio Andreotti et Claudio Vitalone pour en avoir été les commanditaires avec les mafieux Gaetano Badalamenti et Pippo Calò. Le néofasciste Massimo Carminati et le mafieux Michelangelo La Barbera pour en avoir été les exécutants. Mais le 24 septembre de cette même année [1999], la cour d'assises, à Pérouse également, les acquittera tous les six. Trois ans plus tard, le 17 novembre 2002, la cour d'appel, encore à Pérouse, condamnera de nouveau Giulio Andreotti et le chef mafieux Gaetano Badalamenti à 24 ans de réclusion », les autres ont été acquittés, puis en 2003 Andreotti et Badalamenti ont aussi été acquittés par la cour de cassation.

[44] Pecorelli avait notamment découvert que le ministre de l'Intérieur avait été informé de l'endroit où était détenu Aldo Moro par le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, lui-même assassiné quelques années plus tard.

[45] Plusieurs témoins disent que Moretti est le seul à avoir parlé à Aldo Moro durant les 55 jours de sa séquestration. Il a été arrêté en 1981. En 1993 dans une série d'entretiens avec des journalistes, il a admis avoir été le principal interlocuteur de Moro, et l'avoir tué. Il a été condamné à la prison à vie, puis eu un régime de semi-liberté au bout de 16 ans, après avoir fait repentance. Plusieurs de ses anciens compagnons depuis la création des Brigades Rouges et arrêtés dès 1974 affirment que Moretti travaillait pour la CIA ou le KGB.

[46] Moretti a été protégé et financé à cette époque par un couple d'aristocrates fascistes, les Casati Stampa. Le marquis aimait bien assister aux ébats de sa femme avec de jeunes types, issus des rangs de l'extrême droite, jusqu'au jour où il a tué sa femme et l'amant avant de se suicider, selon la version officielle.



[47] En 1974, juste avant que Moretti ne quitte le comité exécutif des Brigades Rouges parce qu'il n'était pas d'accord avec le fait qu'un otage ait été relâché, deux de ses camarades ont été arrêtés. Moretti était au courant la veille de cette arrestation, qui lui a permis de prendre la direction des Brigades Rouges.

[48] A Paris, Simioni serait resté actif dans les milieux barbouzards, travaillant, selon un juge italien, pour les services français. Un article paru dans Slate en février 2019 expliquait : « En 1979, un juge italien de Padoue, Pietro Calogero, émet l'hypothèse que le Superclan bénéficie de la protection de la France pour faire d'Hypérion la façade d'une «chambre de compensation internationale des services secrets occidentaux». Quarante ans plus tard, la définition d'une telle terminologie reste mystérieuse, mais il n'en demeure pas moins que la presse italienne s'empare du sujet et titre: «Le cerveau des Brigades rouges se trouve à Paris, quai de la Tournelle. La France, selon le juge de Padoue, se servirait de cette fausse école de langue pour organiser, sous l'occulte tutelle de la CIA, du Mossad et du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, la manipulation de groupes terroristes européens et palestiniens ». Simioni a créé l'Hypérion avec la nièce de l'Abbé Pierre notamment, Françoise Tüscher.

[49] Selon Flamigni, Moretti devait être représenté comme les autres mais a été prévenu de l'intervention policière. Après avoir échappé à cinq arrestations, il a été attrapé par erreur en 1981, puis condamné à six peines de prison à vie et bien qu'il n'ait jamais coopéré avec la justice il a été libéré sur parole après 15 ans de prison. Dès sa sortie en 1994 il a donné sa version des faits dans un livre.

[50] Danet était aussi « consultant » en sécurité pour des patrons français, afin d'espionner les syndicats et les mouvements sociaux.

[51] En 1982, un juge a inculpé Delle Chiaie, en fuite, Daneyt alors incarcéré pour un trafic d'armes avec la Belgique, les deux allemands et un autre Italien. Un sixième suspect italien venait d'être assassiné dans sa cellule.

[52] Cf. « The Great Heroin Coup : Drugs, Intelligence & International Fascism » d'Henrik Krüger.

[53] Selon le général Serravalle commandant du Gladio en Italie, les Bénévoles Américains ont invité des membres du stay-behind Italien à s'entraîner à Bad Tölz en Bavière, près de la frontière autrichienne.

[54] Le juge en question, Felice Casson, a déclaré à la BBC que l'objectif de ces attentats s'inscrivaient dans le cadre de la stratégie de la tension : « C'est-à-dire créer un climat de



tension pour encourager dans le pays les tendances socio-politiques conservatrices et réactionnaires. À mesure que cette stratégie était appliquée sur le terrain, il devenait nécessaire d'en protéger les instigateurs car les preuves de leur implication commençaient à apparaître. Les témoins taisaient certaines informations pour couvrir les extrémistes de droite» .

[55] Cf. déclaration du député Luigi Cipriani en 1991 lors de la commission d'enquête sur le Gladio.

[56] Propos tenus par Gelli lors d'une interview dans un documentaire, relatés par Daniele Ganser dans « Les armées secrètes de l'OTAN» .

[57] Miceli a finalement été acquitté en 1978. Mais il a déclaré dans un documentaire de la BBC sur Gladio en 1990 : « Le jour du putsch de Borghèse, le 8 décembre 1970, je reçus l'ordre d'effectuer un exercice de maintien de l'ordre public, en faisant appel à des hommes de confiance. Nous étions censés occuper à l'avance certains sites, qui seraient particulièrement sensibles en cas de soulèvement populaire» .

[58] Cf. Gérard Desmaretz, « Stay-Behind. Les réseaux secrets de la guerre froide ».

Source